

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE - FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

UN CONGRÈS HISTORIQUE DU P.C.F. ?

MARCHAIS... SUPERSTAR !...

La recherche de l'information sensationnelle, de la vedette spectaculaire ne suffit pas pour motiver la place exorbitante prise, depuis plusieurs mois, par le Parti communiste dans la presse, à la radio et la télévision. Il y a certainement une orchestration d'origine gouvernementale. S'agit-il d'augmenter les chances de Marchais dans la compétition avec Mitterrand, plus menaçant pour la majorité giscardienne ? Veut-on utiliser la bruyante fanfare léninonationaliste, pour exercer un chantage sur les partenaires américains et européens, pas assez favorables aux entreprises du capitalisme français ? Veut-on discréditer les « gaullistes intransigeants » en braquant le projecteur sur la surenchère nationaliste

par Roger HAGNAUER

de leurs alliés de plus en plus indirects (le Parti communiste va devenir le parti de la nation française, dit Michel Jobert dans *le Monde* du 6-2-76) ?

De telles interrogations nous paraissent plus édi-
fiantes que les gloses sur le changement de... masque
...ou de peau du Parti communiste ... On s'étonne
même que des personnalités aussi estimables et
aussi honnêtes que Annie Kriegel (dans *le Figaro*)
ou André Fontaine (dans *le Monde*) développent à
ce propos, des examens sérieux, de caractère histo-
rique, sociologique ou philosophique. Notre imper-
tinent mémoire pourrait leur citer d'autres tour-
nants aussi spectaculaires, aussi vertigineux que celui
d'aujourd'hui dans l'histoire du P.C. : « *Du Bloc
ouvrier et paysan de 1924* »... à la *dénonciation du
social-fascisme de 1924 à 1934... au Rassemblement
populaire de 1935 et au Front des Français de 1936...* »
— « *Des gueules de vaches militaires de 1925... à
l'approbation de la déclaration de Staline caution-
nant les armements français en 1935* ».

De la « C.G.T. unique... C.G.T. de trahison » de
1931... à l'accord sur les conditions de l'unité syn-
dicale avec les chefs réformistes en 1935 »... De
l'appel à la répression contre les pacifistes en 1938...
aux consignes de sabotage de la défense nationale
de 1939-1940 » — « de la dénonciation du gaullisme
instrument de l'impérialisme anglais... en 1940... à
la glorification de la Résistance gaulliste dès juillet
1941 — de la fraternisation avec les soldats de l'armée
d'occupation allemande de 1940... au « Chacun son
Boche... à tuer... de 1944 » — et combien d'autres !

DANS CE NUMERO :

● **L'année sociale commence
seulement**

par Raymond GUILLORE

● **Les grands du monde**

par Jacques GALLIENNE

● **Pour un dialogue fraternel**

par Jean MAGRI

● **Grandeur et misère
du "Père Peinard"**

par Alexandre CROIX

L'explication est aujourd'hui moins simple. Il est vrai que le monolithisme imposé par Moscou est aujourd'hui inconcevable... ce qui ne veut pas dire que l'influence de Moscou, pour être moins facile à déceler, soit inopérante. « *Fais le tour...* » dit l'Esprit du Monde au Peer Gynt' (d'Ibsen) en désarroi. Les héritiers de Staline, s'ils ont éjecté leur ancien maître du Panthéon soviétique, ont tout de même bénéficié des leçons de celui dont la fourberie lorsqu'il n'était pas assez fort, valait la férocité, lorsqu'il était tout puissant...

★★

Je sais qu'il y a un renouvellement du Parti communiste à la base, qu'il serait absurde de négliger... et qui peut ranimer nos espoirs. Mais au sommet... je retrouve les mêmes processus, les mêmes rituels, la même mise en scène que lors des assises antérieures. Marchais LIT pendant 5 heures, 92 pages, probablement soumises à l'imprimatur... S'il y eut discussion dans les cellules sur la révision doctrinale... aucune contradiction n'apparaît à la tribune du congrès... et chaque orateur ou oratrice LIT une intervention... « *spontanément* » (?) préparée, conformément aux consignes.

Cependant parmi nous, cet abandon formel de la dictature du prolétariat peut déterminer des réactions... d'ailleurs contradictoires.

Le titre même de notre revue nous inciterait d'abord à classer cette révision dans le dossier de la dégénérescence du communisme international. Notre choix de 1925 avait-il cependant une signification doctrinale? La Révolution prolétarienne c'était d'abord la Révolution faite par et pour le prolétariat, c'est-à-dire la classe ouvrière. Mais c'était aussi une réaction contre la formule : *prolétariat révolutionnaire*, impliquant une discrimination — selon des normes établies par des stratégies politiques — contre une avant-garde soigneusement sélectionnée et encadrée... et l'ensemble de la classe ouvrière. Et s'il est difficile pour un intellectuel de s'affirmer ouvrier, il lui est loisible de s'affirmer prolétaire... comme le révolutionnaire professionnel : Blanqui... Anacharsis Clootz avait bien proclamé : « *Je suis Prussien... mais mon âme est sans-culotte* » !

Le prolétaire de Rome, c'était celui qui ne possédait que sa force-travail... et sa nombreuse famille. M. Marchais se serait livré à une analyse sociologique pour démontrer que l'on peut difficilement trouver en France des prolétaires authentiques. L'Histoire ne se soumet pas aux prétentions des latinistes et des sociologues amateurs, comme M. Marchais. C'est en s'y référant que l'on peut dégager la notion de *prolétariat* aussi aux thèmes marxistes. Dans l'*Encyclopédie* parue vers 1900, Hubert Bourgin définit le *prolétariat* comme le produit de la révolution industrielle du XIX^e siècle, se constituant d'abord en tant que *classe ouvrière*, avec ses groupements professionnels — puis en *classe sociale* avec ses mutualités, puis ses syndicats — enfin en *classe politique*, s'efforçant de conquérir un pouvoir réel proportionné à sa force matérielle et conforme à ses droits. C'est là peut-être un « condensé » de l'histoire de Trade Unions, puis du Labour Party... prolétariat devenu « classe politique ».

Cette analyse ne contredit pas l'existence de l'intellectuel prolétaire par... vocation... ou... obligation

professionnelle. Elle a au moins l'avantage de réduire le rôle de celui-ci. Mais le marxisme — peut-être par une interprétation abusive — ... et le bolchevisme né d'un accouplement du marxisme et du blanquisme, ont interverti les facteurs et soumis l'essentiel à l'accidentel. Le prolétariat « classe sociale et classe politique » n'est plus qu'une masse de manœuvre dirigée par des *révolutionnaires professionnels*, intellectuels, politiciens et bureaucrates...

Dans ces conditions, quel que soit notre désir d'en tirer argument contre les... « révisionnistes communistes »..., nous ne sommes guère disposés à défendre la dictature du prolétariat.

Nous prévoyons quelque réprobation. Après tout, c'est là une idée que l'on ne doit pas à Lénine. Dans le Monde du 6-2-76, on rappelle opportunément que Léon Blum, deux ans après la scission de Tours, entendait maintenir la formule dans le programme social-démocrate... C'était ce qu'il appelait, en son jargon juridique, « *les vacances de la légalité* ». Il est vrai qu'il précisait que cela n'excluait *ni liberté de discussion, ni liberté de parole, ni liberté de pensée*. Louzon (qu'il me pardonne ce rapprochement) résumait en une de ses formules lapidaires : *la dictature du prolétariat, c'est la liberté pour le prolétariat*.

Mais l'expérience nous rend quelque peu sceptiques. Nous tirons d'un excellent article de Rudolf Rocker, paru dans un organe libertaire juif de New York, reproduit dans *les Temps Nouveaux* en 1920 et exhumé par Spartacus, cet extrait significatif :

L'idée de dictature ne dérive pas du monde des conceptions socialistes. Elle n'est pas un produit du mouvement ouvrier, mais un piteux héritage de la bourgeoisie, dont on a doté le prolétariat pour faire son bonheur. Elle est étroitement liée avec l'aspiration au pouvoir politique, laquelle est également d'origine bourgeoise.

Si nous ajoutons que Rocker opposait justement le système des soviets... né bien avant la Révolution russe, au sein de l'aile la plus avancée du mouvement ouvrier européen (que Lénine jugeait en 1905 une institution surannée, combattue par son parti), à la dictature dite du prolétariat... nous pouvons l'admirer pour son interprétation exacte de la réalité de l'époque, et des prévisions que la suite des temps a totalement confirmées.

Et Fernand Pelloutier en 1899 avait raison d'affirmer que les animateurs de la Fédération des Bourses du Travail étaient les ennemis de toute dictature (y compris celle du prolétariat) en même temps que des amants passionnés de la culture de soi-même.

Nous n'avons donc pas à nous excuser de notre fidélité aux vraies valeurs syndicalistes et révolutionnaires. Le débat doctrinal ne nous passionne guère. Nous avons d'autres motifs d'inquiétude...

D'abord une présence symbolique à la tribune du congrès du P.C.F. : celle de la grosse face lunaire d'un Séguy serein et docile. Il fut proclamé qu'il fallait une cellule à côté de chaque section syndicale. Le Parti socialiste et l'U.D.R. — avec des succès relatifs — tentent aussi de se prolonger dans les entreprises. La Renaissance du syndicalisme — une des fins de la R.P. à son origine — n'est plus sans doute qu'un document d'archives.

Comme nous écrivons ces lignes (7-2-76) il y a

quelque friture dans les relations entre les gaullistes et le... « seul parti national ». *L'Humanité* semble soutenir la thèse somalienne, dans l'affaire de Djibouti... C'est qu'il y a là la présence de l'U.R.S.S. (1).

On s'étonne ici de la faiblesse des réactions de Moscou en face des « révisions doctrinales et politiques » du P.C.F. Et la même indulgence est accordée au Parti communiste italien — beaucoup plus original et intelligent dans son programme et ses ambitions... C'est que Moscou n'attache qu'une importance stratégique et tactique aux intérêts des peuples... et aux thèses des partis.

Ce qui compte... c'est la dissociation de l'alliance atlantique, le désarmement de l'Europe, la rupture réelle avec l'Amérique. Pour cela on peut utiliser

(1) Bien entendu, il ne s'agit pas d'approuver la politique française à Djibouti — telle qu'elle fut d'ailleurs imposée par de Gaulle. Mais entre deux intérêts stratégiques, aussi néfastes l'un que l'autre, le P.C. français choisit l'intérêt de Moscou... C'est fâcheux pour les promoteurs du grand parti national... et du front uni de tous les patriotes.

aussi bien De Gaulle, Debré, Marchais... que le dictateur de Somalie, le M.P.L. angolais, le Palestinien Arafat, le grotesque Amin Dada et même les communistes révisionnistes et les catholiques... « progressistes » d'Italie. La fin justifie toujours les moyens !

Roger HAGNAUER.

P.S. — La presse du 1-2-76 annonce qu'au congrès national tenu à Versailles, de la *Nouvelle Action Française*, M. Bertrand Renouvin, candidat monarchiste à l'élection présidentielle de 1974, a prononcé ces propos singulièrement édifiants :

« Contre le Parlement européen, élu au suffrage universel, qui conduira fatalement à des abandons de souveraineté, la Nouvelle Action Française est prête à faire alliance avec les gaullistes bien sûr, mais aussi avec le parti communiste pour réaliser : UN FRONT UNI DE TOUS LES PATRIOTES. »

On attend avec une curiosité maligne... les commentaires de François Mitterrand et de Michel Rocard. Vont-ils, avec leurs alliés, s'aligner sur ce front qui passe par Marchais, Debré, Jobert et... Renouvin ?

SOLIDARITÉ AVEC LES JEUNES

POUR L'ABOLITION DU SERVICE MILITAIRE OBLIGATOIRE

Depuis le Front Populaire et la guerre d'Espagne, la magnifique tradition antimilitariste du prolétariat français s'est trouvée considérablement affaiblie au point d'avoir été pour ainsi dire mise en sommeil. Le Front Populaire n'a que trop bien joué le rôle que lui assigna Léon Blum de gérant loyal des intérêts de la bourgeoisie possédante. Il a fait tout son possible pour entretenir et perfectionner cet indispensable instrument de répression et de coercition qu'est l'armée. Mais surtout il a désarmé moralement la classe ouvrière, en la portant à croire, ne serait-ce que pour un bref moment, qu'elle avait des alliés au gouvernement et que l'exercice du pouvoir par des socialistes était une étape essentielle vers la conquête de l'Etat par le peuple qui pourrait le mettre enfin à son service, un Etat qu'il aurait donc été maladroit, sinon suicidaire d'affaiblir.

La guerre d'Espagne avec la cruauté des mercenaires et la supériorité technique et tactique des troupes professionnelles sur la généreuse improvisation des armées républicaines et des brigades internationales, rappela à beaucoup d'entre nous qu'un militant révolutionnaire doit savoir à certains moments se transformer en soldat de la révolution et accepter alors certaines disciplines qui lui répugnent naturellement. La seconde guerre mondiale, l'indécente comédie des militaires de Vichy, la résistance, le gaullisme, les guerres d'Indochine et d'Algérie avec leurs tortionnaires, ne créèrent pas, c'est le moins qu'on puisse dire, un climat favorable à l'action antimilitariste. Un peu partout dans le monde, jusqu'en Israël même, les petits-fils de ces Juifs russes qui déployaient une inépuisable ingéniosité pour échapper au service du Tsar, se mirent à prendre modèles sur les marionnettes galonnées que les Anglais appellent de manière fort pittoresque, des *Martinetts*, à en faire les symboles d'un fanatisme nationaliste dépassé. Et pourtant, le caractère nocif, criminel des mesures militaires pour résoudre les conflits entre les nations, éclate partout avec plus d'évidence que jamais aux yeux les moins prévenus.

Au lieu d'exalter l'armée, il faut viser à sa dissolution et tâcher d'utiliser ses cadres à un travail productif, en rapport avec leurs modestes capacités. Mais surtout il

faut libérer du service militaire les jeunes qui ont mieux à faire pendant les plus belles années de leur vie. Les pays anglo-saxons, qui ont aboli chez eux le service militaire obligatoire, ont bien compris qu'il constituait un impôt particulièrement lourd, particulièrement odieux, que l'Etat percevait, au nom des classes possédantes, sur la jeunesse travaillante. Les fils de famille en effet ont toujours disposé de mille passe-droits, de mille moyens d'échapper à l'obligation militaire dans ce qu'elle a de plus humiliant, de plus abrutissant ainsi, bien souvent, qu'au casse-pipe.

Pour nous, l'aspect le plus insupportable, le plus exécrationnel du service militaire obligatoire, de l'enrégimentation de tous les jeunes travailleurs dans l'armée, c'est son aspect **contre-éducation**. L'école, quelles que soient ses imperfections et les faiblesses individuelles de ses maîtres, s'efforce quand même d'instruire, d'éduquer, de former les esprits, de leur apprendre à apprendre, de leur enseigner la complexité du monde et des institutions humaines, de les inciter à penser de manière critique. L'école, avec plus ou moins de bonheur et d'efficacité, honore avant tout l'esprit et l'intelligence, elle propose à ses élèves, la recherche de la vérité comme l'objectif le plus élevé, le plus noble, le plus désintéressé qu'ils puissent se proposer. Elle cultive l'humanité dans l'homme et rappelle à l'individu tout ce qu'il doit à cette humanité qui ne connaît pas de frontières, ni dans le temps, ni dans l'espace.

Or cet esprit de l'enseignement est contredit avec violence et brutalité par le climat dans lequel l'armée plonge les jeunes recrues et les pratiques auxquelles elles sont soumises. L'armée valorise les individus les plus dangereux, les agressifs, les bagarreurs, les associés et c'est souvent parmi eux qu'elle recrute ses cadres subalternes.

Les hommes de ma génération, qui ont grandi entre les deux guerres, ont gardé d'atroces souvenirs et d'odieuses images de leurs contacts avec l'armée. Maintenant que l'âge nous en éloigne, nous ne les oublions pas. Il est du devoir des aînés de tout mettre en œuvre pour protéger la jeunesse de cette entreprise de corrup-

tion et d'abaissement moral que constitue le service militaire.

Je revois encore les jeunes recrues contraintes à d'absurdes exercices dans les fossés du fort à Tourneville au Havre, jusqu'à ce qu'ils en tombent d'épuisement. Je revois ces bidasses en bourgerons sordides, parqués dans d'infectes casemates, pires que des culs-de-basses-fosses, réduits à une dégradante oisiveté pendant de longues journées.

La conscription dans l'armée c'est une manière de rappeler aux jeunes travailleurs qu'ils vivent toujours dans la jungle, de leur prouver que l'animal vigoureux, la brute sommaire, ceux qui détiennent la force et l'autorité sont les vrais maîtres, qu'il ne sert à rien de penser, de réfléchir, de se cultiver, d'avoir raison, d'aimer, que la lutte pour la vie est toujours une impitoyable foire d'empoigne où les justes et les débon-

naires sont impitoyablement écrasés. Le service militaire rappelle aussi aux recrues, comme le faisait déjà le bon La Fontaine, que « Notre ennemi, c'est notre maître », que l'ennemi est dans notre propre pays, que l'admirable couplet antimilitariste de « L'Internationale » définit clairement et en peu de mots l'essentiel de ce que doit être l'attitude prolétarienne devant une marée qui est une menace permanente aux intérêts des travailleurs et une insulte à leur dignité d'hommes libres.

Dans le monde moderne, l'armée française n'a qu'un seul rôle, une seule justification possible : prêter main forte à la classe possédante dès que le prolétariat montre les dents. Ce n'est donc pas les travailleurs qui en ont besoin. Il faut abolir le service militaire obligatoire, il faut que les jeunes travailleurs refusent de collaborer à l'oppression de leur propre classe.

Pierre AUBERY.

CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

L'ANNEE SOCIALE COMMENCE SEULEMENT

On ne peut pas dire que la lutte de classe soit, avec l'année nouvelle, sur une courbe ascendante. Ce n'est peut-être que partie remise, mais le fait est là. L'action syndicale ne se déploie pas comme on pourrait s'y attendre si les grands mots d'ordre généraux des centrales ouvrières dominantes trouvaient un large écho dans la masse. Il y a deux causes à cette relative apathie : la première est la crise stagnante du système capitaliste ; les travailleurs la ressentent et, contre elle, ils défendent difficilement le niveau de vie acquis au cours des années de croissance désordonnée. La seconde est l'hypothèque politique qui pèse sur l'action dite syndicale. Celle-ci n'est pas une action autonome de classe, en raison d'une direction qui dépend des aléas de la guerre froide qui reprend sur la scène internationale (elle est chaude en plusieurs points par peuples, sectes et tribus interposés). L'action ouvrière ne sélectionne pas ses adversaires en fonction de critères politiques ; elle ne fait pas un préalable de la couleur du gouvernement, au moins tant que les libertés formelles et réelles sont, dans l'ensemble, reconnues et respectées.

La direction dite communiste imprimée au mouvement syndical, le dévie et le déforme. Nous avons le droit de dire cela puisque la direction est unique du parti et de la centrale syndicale la plus importante en effectifs et en influence. La seconde n'est qu'une application de la première. On le voit encore, plus clairement que jamais, après ce congrès du P.C.F. de février 76 dont les grands moyens d'information écrite et parlée ont fait un événement historique. (Vous avez vu, selon l'habitude, que les porte-parole du P.C.F. n'ont pas encore trouvé la part assez belle !). Pourtant, sa conclusion était connue avant qu'il ne se tienne. « L'union du peuple de France » sera une autre péripétie de la guerre froide. Au nom du patriotisme, de l'indépendance nationale, de la « France aux Français » et maintenant du « Tout ce qui est national est nôtre », cher à l'ancienne « Action française », elle vise à contrebattre toute

velléité d'unité européenne, à bloquer, dans cette voie, toute tentative d'avancée économique, et plus encore politique, et plus encore militaire. Ah ! les gaullistes « historiques » seront de bons alliés dans cette bataille, ne serait-ce que pour isoler les socialistes qui — vous ne le croiriez pas ! — adhèrent à une Internationale.

Ce n'est pas notre faute si, voulant parler de la lutte ouvrière en France en ce début d'année, nous sommes précipités, malgré nous, sur le terrain, actuellement brûlant partout, de la stratégie internationale.

**

C'est le gris qui domine le fond du tableau de la lutte ouvrière actuelle. Le sous-emploi entraîne le sous-développement des luttes. On assiste toujours aux conséquences pour l'emploi des difficultés, des malaises, des fermetures et des faillites dans de nombreuses entreprises petites et moyennes. Le capitalisme des grandes unités nationales et multinationales ne s'en trouvera pas plus mal, au contraire. Quant aux travailleurs « disponibles », eh bien ! on les paiera ! On les paiera mal à ne rien faire, pourvu qu'ils aient été récemment licenciés. Tant pis pour les jeunes issus des collèges techniques, C.A.P. en poche, mais qui trouvent porte fermée dans les entreprises où, théoriquement, ils auraient leur place !

Les augures misent sur un chômage prolongé. Le nouvel accord sur l'indemnisation du chômage partiel en est une preuve. Allez donc combattre l'inflation en distribuant ainsi des revenus sans contrepartie productive ! Il est vrai qu'il ne s'agit que d'un transfert de ceux qui travaillent vers ceux qui ne travaillent pas. Autrement inflationniste est le revenu distribué au sommet de la hiérarchie dite « des salaires », alors qu'il ne s'agit, à ce niveau, que d'un prélèvement indû — en tout cas sans contrepartie productive mesurable — sur le produit social. Le système actuel est basé, à l'Est de l'Europe comme à l'Ouest et bien plus loin, sur cette iniquité. Il n'y a pas d'action révolutionnaire qui ne consiste d'abord à supprimer cette injustice-là.

C'est autour du bassin industrialisé de Fos-sur-Mer que se situe actuellement l'action ouvrière la plus sensible. Là comme ailleurs, ce n'est peut-être pas dû seulement à l'initiative ouvrière, ni même syndicale. Mais, là comme ailleurs, les raisons existent de l'impatience ouvrière, indépendamment de l'utilisation qu'on peut en faire. A la Solmer, une grosse aciérie du nouveau complexe industriel de Fos, a été déclenchée, le 20 janvier, une « grève bouchon ». On sait que cette forme de lutte est employée, depuis quelques années, par des équipes ouvrières qui se trouvent à des points névralgiques d'une production continue et dont l'arrêt paralyse tout ce qui se trouve en aval. Ainsi, à la Solmer, la grève de deux ou trois centaines d'ouvriers des hauts fourneaux stoppe la production, provoque ce qu'on appelle « le chômage technique » pour plusieurs milliers d'ouvriers.

On a connu cette forme de lutte en plusieurs lieux, chez Renault particulièrement, avec les « caristes » de Billancourt, puis, plus récemment, avec les peintres-pistoletiers. Il ne s'agit pas de porter un jugement sur cette modalité de la lutte ouvrière qui résulte, presque inévitablement, de l'organisation des grandes usines. Nous ne disons pas : « tous les moyens sont bons », mais nous ne pouvons en rejeter aucun a priori. Tout dépend du moment, de la solidarité revendicative de l'ensemble de l'entreprise, du caractère non étroitement catégoriel de la grève initiale. La direction de la Solmer, qui semble très peu disposée à la négociation, menace d'arrêt total de l'usine et dénonce le danger de dégradation des hauts-fourneaux.

C'est aussi ce danger de détérioration de l'outil et de risque pour la sécurité qu'invoque la direction d'une autre usine de Fos-sur-Mer : I.C.I. (Imperial Chemical Industries). Depuis la fin de janvier, des grèves tournantes y sont organisées par la C.F.D.T. pour la réduction du temps de travail et une augmentation de 350 F par mois, une augmentation uniforme, soulignons-le. En réplique, la direction menace d'arrêter la production, à la fois pour des motifs de sécurité, et en raison, dit-elle, de la situation difficile de l'établissement qui lui interdirait de satisfaire les revendications. Exemple, parmi d'autres, de cette forme larvée qui caractérise aujourd'hui la lutte de classe en France, dans les conditions d'une crise rampante.

Dans cette situation, ce n'est pas étonnant qu'on entende à nouveau parler de Lip. Le nouveau patron, si jeune, si dynamique, si progressiste qu'il soit, n'est pas un magicien. Il doit compter avec des actionnaires soupçonneux, plus gros patrons que lui. Pourquoi ces travailleurs de Lip, dont la lutte a eu le retentissement que l'on sait, ont-ils reculé quand ils pouvaient prendre dans leurs mains l'auto-gestion d'une usine qui leur appartenait en fait ? Certes, ils auraient connu des difficultés, au moins égales à celles que connaît leur nouveau P.D.G., mais ils auraient eu probablement un autre soutien, une autre solidarité que cette faveur spéciale du gouvernement, cette sorte de privilège contre lequel proteste et s'insurge le petit patronat horloger de la région. Cela valait le coup, et toute la classe ouvrière eût été intéressée par l'expérience. Elle en aurait fait sa propre affaire.

Aujourd'hui le mythe de Lip a perdu son rayonnement. Car il y a eu une part de mythe dans cette affaire. Remarquez que cette part n'est pas à rejeter ; elle a enflammé un moment toute l'avant-garde ouvrière, et pas seulement en France. Mais, disons les choses brutalement : la présence des curés dans cette affaire n'a pas été pour rien dans le bruit qu'elle a fait ; elle explique peut-être encore la sollicitude particulière du pouvoir. Lip n'en demeure pas moins pour nous un exemple par les formes de lutte que ses militants ont popularisées, par leur refus — au moins pour un temps — de la loi d'airain du patronat et du salariat. C'est dommage si Lip devient maintenant un autre exemple : celui de la « récupération » dans les formes de l'ordre établi.

LA FONCTION PUBLIQUE EN PROIE AUX INDICES

En ce moment, ce sont les fonctionnaires qui « négocient » avec leur patron, c'est-à-dire avec l'Etat représenté par le gouvernement actuel. Nous soulignons : actuel, parce qu'il y a des camarades qui ne voudraient pas qu'on négocie avec ce gouvernement-là. S'il leur plaisait mieux, ou leur déplairait moins, alors oui, ils voudraient bien. Pour nous, la négociation est une forme normale, une des formes normales, de la lutte de classe, quelle que soit la gueule du patron.

Cela dit, il est bien évident que la bataille des salaires dans la fonction publique a toujours une signification générale, une importance pour tous les salariés, justement parce que le patron a l'autorité de l'Etat et que les patrons du secteur privé sauront se retrancher derrière ses décisions, de même que, réciproquement, les résultats acquis dans le secteur privé, et plus encore dans le secteur nationalisé, pourront faire pression sur le gouvernement.

En dehors de cette raison-là, et qui compte, il y a bien d'autres raisons pour que cette discussion ouverte en ce moment, comme à chaque début d'année, intéresse tous les militants ouvriers. D'abord parce que le nombre des fonctionnaires ne doit pas être très loin des deux millions, ensuite parce que la géographie syndicale y est différente de celle qu'on a l'habitude de trouver dans les secteurs industriel, privé ou nationalisé. D'abord, le taux de syndicalisation doit y être notablement plus élevé ; ensuite, le poids relatif de Force Ouvrière y est plus grand, et surtout, surtout, existe une Fédération de l'Education Nationale qui syndique des centaines de milliers d'enseignants, plus du tiers de l'effectif total de la fonction publique.

Cette fédération, la F.E.N., tient son congrès ce mois-ci à Grenoble. Nous aurons donc l'occasion d'en reparler. L'étude de ses structures et de son orientation générale ne manque pas d'intérêt pour l'ensemble du mouvement ouvrier : étant unitaire, elle groupe la grande majorité des travailleurs de son « industrie » (ce qui est exceptionnel en France) et elle vit normalement avec le régime des tendances reconnues et organisées.

L'année dernière, la F.E.N. a signé un accord salarial, en même temps que F.O., avec le patron, c'est-à-dire avec le gouvernement. Cela lui a valu

évidemment les critiques et les attaques de la direction de la C.G.T. et, par voie de conséquence, l'opposition renforcée de la tendance que dirige en son sein le parti communiste. Un des points positifs sur lequel s'appuyaient la F.E.N. et F.O. pour défendre leur signature était l'adoption d'un système d'échelle mobile revisable trimestriellement.

Cette année, la bataille (une bataille qui ne quitte pas les fauteuils et les tapis verts) va se heurter à un patron-Etat plus intransigeant que jamais. En principe, cela devrait unir davantage les organisations syndicales qui l'affrontent. Il est pourtant à craindre que leur division ne s'accroisse par suite de l'hypothèque politique qui, dans la fonction publique, pèse encore davantage qu'ailleurs.

Les fonctionnaires se battent contre le gouvernement — et ils se battent entre eux — à coups d'indices. L'échelle des traitements est remarquablement distendue de 1 à 10 et même davantage grâce à ce qu'on appelle « l'échelle lettres », dont le mystère est propice aux hauts traitements que les « grands commis » multiplieront encore quand ils « pantoufleront » dans le secteur privé, car leur science est universelle et ils sont interchangeables. Ils dominent dans le gouvernement lui-même.

Le gros de la troupe, c'est-à-dire les postiers et les instituteurs se défendent dans la première moitié de l'échelle pour sauvegarder, devant l'inflation, un salaire qui est celui d'un bon ouvrier qualifié. C'est là que, les uns et les autres, ils se heurtent à un autre indice, celui qui prétend mesurer la hausse du coût de la vie. Cette question pourrait bien arrêter net la poursuite des négociations, au moins du côté de la C.G.T. et de la C.F.D.T. Celles-ci refusent de discuter sur la base de l'indice officiel, indice « truqué » disent-elles. Il n'a pas besoin d'être truqué pour mal traduire la hausse réelle du coût de la vie. Avec les 295 articles et leur pondération dans l'ensemble, il y a toujours moyen de s'arranger. De s'arranger, par exemple, pour que la hausse en 1975 frise les 10 % sans les dépasser, confirmant ainsi d'extrême justesse la prévision du ministre des Finances.

Bien entendu, les indices calculés sur d'autres bases par les centrales syndicales ne donnent pas les mêmes résultats. La hausse dépasse alors largement les 10 % et semble traduire mieux la réalité des choses. Il faudrait déjà s'entendre sur l'instrument de mesure. La vérité, c'est que celui-ci, aussi imparfait qu'il soit, doit évoluer dans le temps, qu'en particulier la pondération de chaque article ou de chaque groupe d'articles doit changer après discussion. On sait par exemple que la part relative des dépenses alimentaires dans le budget général est un indicateur très sûr du niveau de vie à un moment donné ; celui-ci croît quand le pourcentage des dépenses alimentaires décroît. Evidemment, entre deux évaluations consécutives, l'instrument de mesure ne peut changer si l'on veut seulement comparer valablement. Mais l'indice devrait être révisé périodiquement et repartir à 100 à chaque révision.

Sur ce point, tout le monde est intéressé puisque, avec l'inflation permanente, les clauses d'échelle mobile tendent à se généraliser. On voit en tout cas

que les discussions ouvertes dans la fonction publique, auxquelles a prélué, le 5 février, « la journée nationale d'action » de la C.G.T. et de la C.F.D.T., doivent être suivies par tous les militants avec la plus grande attention.

LE FUSIL DE SEGUY

Le 30 janvier dernier, il y avait de l'émotion et du remue-ménage à Saint-Etienne, au moins pour une partie de la population. Un hôte de marque était reçu par les directions — nous disons bien : les directions — de la célèbre manufacture d'armes et cycles, et par la manufacture nationale d'armes. C'était Georges Séguy tout simplement. Il a été accueilli et accompagné pendant sa visite par des représentants de la direction. Vous voulez dire : Georges Séguy, « élu » à la tête de la C.G.T., Georges Séguy dont les moindres petites phrases trouvent résonance dans la bonne presse ? Oui, oui, Georges Séguy, quoi !

Georges Séguy était ainsi accueilli et accompagné parce que, nous dit cette bonne presse, il était « un fin chasseur ». Son prédécesseur à la tête de la C.G.T., était réputé fin pêcheur. Nous préférons... et encore pas toujours.

Ce n'est évidemment pas la seule raison pour laquelle Georges Séguy avait droit à toutes ces attentions et prévenances. Non, il s'agissait d'un fusil. Oui, d'un fusil : le MAS 5,56. Cela ne vous dit rien ? Il faut savoir que cet instrument, ce fusil, est en concurrence dans les armées de l'O.T.A.N., avec un fusil allemand, vous entendez : allemand ! Selon Séguy, il a même été question que « notre » armée fût équipée d'un fusil de fabrication allemande ! Il n'en faut pas davantage pour que « notre » Georges Séguy s'insurge et prenne les armes... et aussi pour qu'il soit reçu avec tous les honneurs par les états-majors des manufactures d'armes de Saint-Etienne.

Rendons-lui justice : ce fusil 5,56 ne défend pas seulement le territoire national et l'indépendance de la France (Séguy *dixit*) ; il défend aussi l'emploi des ouvriers des manufactures (plus de six mille personnes ensemble), puisqu'il est bien entendu que l'emploi des ouvriers français ne peut être garanti que par la fabrication des fusils et des avions pour milliardaires.

Après cette réception par les directions patronales, Georges Séguy a assisté à un apéritif d'honneur avec les travailleurs cégétistes : il leur a expliqué tout ça, surtout il s'est élevé contre l'idée d'une Europe supra-nationale. « *Là encore, a-t-il dit, l'intérêt des travailleurs, se confondant avec l'intérêt national, la C.G.T. ne resterait pas dans la passivité si un projet aussi funeste venait à entrer en vigueur.* »

Ce fusil 5,56 nous fait comprendre bien des choses, si tant est que nous avons besoin de lui pour les comprendre. Heureusement, quand nous étions jeunes trouffions pour « la défense du territoire », on nous a appris à démonter un fusil. Mais en a-t-on offert un au fin chasseur Georges Séguy ? Il aurait pu dire, à l'instar d'un autre brave Français bien connu : « ce fusil est le plus beau jour de ma vie ! »

R. GUILLORÉ.

-A-b-â-t-o-n-s-r-o-m-p-u-s-

PLIOUCHTCH LIBERE. — Le mathématicien soviétique Léonid Pliouchtch, enfin libéré de l'asile psychiatrique où il avait été interné pendant plus de deux ans, et autorisé à émigrer, est arrivé avec sa famille à Vienne, d'où il a gagné la France. Sa santé semble avoir été malheureusement très ébranlée par les épreuves qu'il a subies.

Au sujet de cette affaire, « le Monde » a donné des extraits de la lettre que Pliouchtch a adressée en 1968 à la « Komsomolskaya Pravda », l'organe des J.C. de l'U.R.S.S., et qui fut la cause de son internement. L'auteur y flétrit les « héritiers bâtards des Bolcheviks, les Thermidoriens d'Octobre, les tyrans et les larbins que l'on encense ». Il affirme que les héritiers légitimes de la révolution d'Octobre ont été exterminés dans les geôles staliniennes de Bériia, et exprime l'espoir que **Staline et ses laquais** seront un jour jugés. Tout ceci le rattache à l'opposition de gauche. Je n'ai pas attendu de connaître sa position pour souhaiter sa libération (comme je souhaite celle de tous les contestataires soviétiques), mais ma joie est grande d'apprendre que, contrairement à d'autres, il ne rejette pas l'idéologie révolutionnaire pour se rallier à celle de la bourgeoisie. J'espère que le contact avec notre société de consommation occidentale ne modifiera pas sa façon de voir.

LES HUITRES POLLUEES. — D'après un rapport de médecins, 3 % des coquillages vendus sur les marchés français sont porteurs de virus. Cette nouvelle a provoqué une baisse énorme de la vente des huîtres, moules, coques ou praires. On comprend les consommateurs : ils ne tiennent pas à risquer de s'empoisonner. Mais les ostréiculteurs sont mécontents, et on les comprend aussi, de voir leur gagne-pain gravement menacé. Comment sortir de cette situation ? La pollution des mers, des cours d'eau, se poursuit à cause de tous les déchets que l'on y jette. Tel est le résultat de la poussée industrielle désordonnée du régime capitaliste. Le danger ne fera qu'augmenter dans les décennies qui viennent. Est-on suffisamment conscient de ce problème dans nos milieux ? Je n'en ai guère l'impression.

PRECISIONS PEDAGOGIQUES. — Quand un enseignant désire que de jeunes élèves expriment ses propres idées, il lui est facile d'atteindre ce but. Il lui suffit de les influencer en leur indiquant, même très superficiellement, ce qu'il pense de la question qu'il pose. Pour lui faire plaisir, ou dans la pensée qu'ils seront ainsi mieux notés, les élèves, en majorité, abonderont dans le même sens que lui. Il y a, il est vrai, ceux qui éprouvent un malin plaisir à contrer les idées qu'ils attribuent au professeur, mais, peu nombreux dans les petites classes, ils le sont davantage à partir de la troisième.

Si au contraire on désire que les élèves expriment avec sincérité ce qu'ils pensent, on leur pose la question sans les influencer, et moins ils vous connaissent, plus l'avis qu'ils donnent correspond à leur opinion réelle. C'est ce que j'ai fait en 1948 au collège de Bavay (Nord), au début de ma première année scolaire dans l'établissement, et dans l'enseignement secondaire, dans une classe de cinquième. Si, faite ailleurs dans des conditions identiques, elle a donné des résultats opposés, que prouvent-ils, sinon qu'il s'est agi de deux milieux scolaires différents, réagissant différemment ? J'espère que l'on m'excusera d'avoir consacré quelques lignes de « la R.P. » à ces enfantillages.

RECTIFICATION. — J'avais annoncé, pour l'avoir lu dans la revue « Playboy », que l'édition française des mémoires de Philip Agee, ex-agent de la C.I.A., avait

paru chez Maspéro. Mais ayant demandé cet ouvrage dans la librairie de la rue Saint-Séverin (aujourd'hui, hélas, fermée pour liquidation), je ne l'y ai pas trouvé. Il a dû être question de cette publication, et puis les difficultés financières de Maspéro ont sans doute fait échouer le projet.

Mais j'ai été avisé par un bulletin d'information des Editions du Seuil que l'ouvrage allait paraître, édité par cette maison, et depuis, il est en vente dans les librairies de Paris. « Un agent secret raconte ses dix ans dans la C.I.A. ». D'après les passages que j'ai lus dans « Playboy », ce livre est d'un intérêt capital.

LE REVISIONNISME EN MARCHE. — Depuis mon dernier article, le P.C. a fait un pas de plus, et un pas de taille, dans la révision : il renonce à la dictature du prolétariat. On ne saurait plus délibérément jeter par-dessus bord l'idéologie qui fut à l'origine de la fondation de la Troisième Internationale. Que reste-t-il de commun entre le P.C. actuel et celui des lendemains du Congrès de Tours ? D'ailleurs, il y a beau temps que la dictature du prolétariat, à l'Est, a été remplacée par celle d'un parti tout-puissant, qui s'est substitué au prolétariat. Mais la fiction demeurerait, et les militants du rang continuaient à y croire.

On ne manquera pas, dans les rangs du P.C. comme dans ceux de ses adversaires, de penser qu'il s'agit d'une habile manœuvre tactique. Aucune hypothèse n'est à rejeter a priori, mais je continue d'estimer que nous avons affaire à un abandon définitif, et qui ira en s'accroissant, de l'idéologie révolutionnaire, de la part d'un parti qui veut participer au pouvoir. Ce qui n'exclut pas, de sa part, les manœuvres d'envergure destinées à ne pas se faire distancer par le Parti socialiste.

OU VONT LES ARMES AMERICAINES ? — Le ministère américain de la Défense vient de révéler qu'en 1975, 84 % des armes vendues à l'étranger par les Etats-Unis l'ont été aux pays suivants, dans l'ordre décroissant d'importance : Iran, Arabie Saoudite, Israël, Belgique, Pays-Bas, Norvège, Koweït, Danemark, Maroc et Allemagne fédérale. On remarquera qu'à part les pays du bloc occidental et Israël, cette liste comprend quatre Etats du tiers-monde : Iran, Arabie Saoudite, Koweït et Maroc, qui tous quatre ont un régime monarchiste et théocratique, et s'opposent à toute évolution des institutions et des idées. Celui qui vient en tête, l'Iran, se signale fréquemment par des exécutions de révolutionnaires et d'opposants. Est-ce là la défense de la liberté ?

LES GRANDS DU MONDE. — Le « Figaro » a publié une photo de Brejnev recevant Kissinger, le sourire aux lèvres. Tous deux ont l'air de larrons en foire. En regardant cette image, je me suis souvenu des vers de Victor Hugo, dans « les Chants des rues et des bois », à propos des guerres que les hommes se font les uns aux autres depuis six mille ans :

« Et cela pour des altesses
Qui vous à peine enterrés
Se feront des politesses
Pendant que vous pourrirez. »

Les altesses de notre époque n'attendent même plus que leurs victimes soient enterrées. Elles se congratulent au moment même où, en Angola par exemple, leurs protégés s'entretuent.

Lorsque les grands interviennent pour régler leurs différends par peuples interposés, leur action est néfaste et doit être dénoncée et combattue.

Il fut un cas, cependant, où U.S.A. et U.R.S.S. ont été d'accord : en 1956 à Port-Saïd, et cet accord passager a mis fin à la folle équipée organisée contre l'Egypte par Anthony Eden et Guy Mollet. Au lieu d'encourager

les massacres, ou de les entreprendre, les deux grands ne feraient-ils pas mieux de s'entendre, comme ils l'ont fait alors, pour apaiser les incendies qui risquent d'embraser le monde, au Moyen-Orient par exemple, ou en Afrique ? S'ils le voulaient, ils le pourraient. Leur accord n'aboutirait qu'à un compromis boiteux ? Sans doute. Mais cela vaudrait mieux que les tueries qui ne résolvent rien.

RECUL DE LA REVOLUTION PORTUGAISE. — Oui, le gouvernement portugais, dirigé par le Parti socialiste, a fait tirer sur la foule. Non plus une fois, mais deux fois déjà. Les Noske et Scheidemann ont trouvé des continuateurs à Lisbonne. Et l'on engage des poursuites contre les révolutionnaires, tandis que les attentats à la bombe organisés par des fascistes se multiplient contre les organisations de gauche.

Le processus qui se développe là-bas n'est pas nouveau : quand une révolution ne peut plus aller de l'avant, elle ne reste pas stationnaire, elle est condamnée à reculer. L'inexpérience des révolutionnaires portugais semble être pour beaucoup dans ce qui se passe dans leur pays. Si au moins ils pouvaient tirer les leçons des récents événements et se préparer, plus mûris, à de nouvelles batailles !

ACCALMIE AU SAHARA ET AU LIBAN. — Parmi les événements du mois dernier, il en est tout de même de réconfortants.

Au Sahara, après de violents affrontements entre Marocains et Algériens, la parole semble avoir été donnée à la négociation. Le Maroc a fait preuve en cette affaire de nationalisme étroit et borné, mais mieux vaut discuter et essayer de trouver une solution que se battre pour la possession d'un désert, et ce sont les Sahraouis qui devraient décider de leur avenir, sans pression extérieure.

Au Liban, cette fois, le calme semble revenu. Il a fallu pour cela l'intervention militaire des Palestiniens venus de Syrie, et l'intervention politique du gouvernement syrien. Les Phalangistes, qui risquaient d'être écrasés s'ils continuaient, ont préféré accepter de renoncer à la lutte armée. Ce que n'avaient pu obtenir le gouvernement de Rachid Karamé, ni l'armée libanaise, faible et incapable de dominer les factions en lutte, se décomposant elle-même en plein combat suivant la religion de ses soldats, la Syrie l'a obtenu. Ce qui est curieux, c'est la façon dont certains journaux français ont rendu compte de la nouvelle situation, avec des titres et des formules tels que : « L'ordre palestinien règne à Beyrouth », le « diktat syrien ». Aurait-on dû, à Damas, se croiser les bras quand le carnage battait son plein à cent kilomètres, dans un pays frère ? Il était grand temps d'agir pour que le Liban puisse panser ses plaies. Ce que l'on peut regretter, c'est que jusqu'à présent les Syriens n'aient proposé que des solutions trop timides, des modifications modérées de la constitution libanaise, donnant quelques sièges de plus aux musulmans à la Chambre des députés par exemple, au lieu de soutenir le leader de la gauche progressiste libanaise, Kamal Joumbiatt, lorsqu'il demande la déconfessionnalisation du pays. C'est en prenant le taureau par les cornes que l'on évitera de nouvelles explosions, de nouvelles luttes sanglantes.

A PROPOS DU NATIONALISME ARABE. — L'ethnologue Claude Lévi-Strauss a écrit, dans « Race et Histoire » :

« Dans les grandes Antilles, quelques années après la découverte de l'Amérique, pendant que les Espagnols envoyaient des commissions d'enquête pour rechercher si les indigènes possédaient ou non une âme, ces derniers s'employaient à immerger des blancs prisonniers afin de vérifier par une surveillance prolongée si leur cadavre était, ou non, sujet à la putréfaction. »

Ceci signifie que les hommes, quels qu'ils soient, ont bien du mal à comprendre d'autres hommes, s'ils appartiennent à un milieu différent, à une autre ethnie, une autre culture. Ils sont allés jusqu'à se demander si « les autres » étaient bien des hommes. Actuellement, on admet que « les autres » appartiennent à l'espèce humaine, mais nous sommes prompts à juger et à réprouver, ce qui ne correspond pas à nos propres idées, à notre propre système de valeurs.

Ces réflexions me viennent à l'esprit en lisant les lignes de Fourgeaud « sur le nationalisme arabe ». Non que je veuille les critiquer, ou les contredire. Ce que dit Fourgeaud, je le pense aussi. Le nationalisme arabe, comme tout nationalisme, a des aspects déplaisants, que je ne manque pas de signaler à mes amis arabes quand je discute avec eux. Cependant, il me semble qu'il faut, non pas s'indigner, mais essayer de comprendre.

Les peuples arabes, parmi beaucoup d'autres, ont été colonisés. Le nationalisme a été pour eux un moyen de s'affranchir de la domination coloniale ; celle-ci supprimée, le nationalisme devient un moyen de lutte pour rattraper le retard sur les pays à économie avancée. Cette différence entre le nationalisme des pays du tiers-monde et celui du monde capitaliste nous a été expliquée par le léninisme, qui, à ce point de vue, ne me paraît pas devoir être révisé.

Ce qui ne veut pas dire que nous aurions tort de critiquer certains effets du nationalisme étroit des pays du tiers-monde lorsque nous en avions l'occasion.

Lorsque les Turcs (qui n'ont jamais été colonisés, mais qui ont eu un retard à rattraper, ce qu'a fait la révolution kémaliste) prétendent que leur langue a donné naissance à toutes celles du monde, ou que leurs ancêtres (?) les Sumériens sont à l'origine de toute civilisation, il y a lieu de mettre les choses au point. De même, j'ai réfuté, chez mes élèves de Damas, l'idée bien ancrée en eux, que l'Amérique avait été découverte par les Arabes d'Espagne.

Mais nous devons faire effort pour comprendre ceux qui ont subi d'autres influences que nous. Nous avons été formés par une civilisation imprégnée de christianisme. Et c'est de ce dernier que vient le pacifisme. Les principes évangéliques n'ont pas empêché les chrétiens de s'entretuer, mais ils ont semé des germes qui, à la longue, ont abouti au pacifisme actuel. Rien de semblable dans l'Islam, qui prêche la guerre sainte pour gagner le monde à la foi musulmane. Aussi est-il plus difficile à un musulman qu'à un chrétien d'origine d'être antimilitariste, et s'il le devient, il n'en a que plus de mérite.

Nous sommes attachés à la liberté de pensée, à la pluralité des idéologies. Dans le monde arabe, cette liberté est synonyme de corruption : là où il y a eu plusieurs partis, chacun a essayé de l'emporter par des moyens peu démocratiques. C'est pourquoi on rejette le plus souvent la démocratie occidentale, et ceci explique le succès de doctrines totalitaires comme le nassérisme.

On se moque, chez nous, ou on s'indigne, lorsqu'on entend parler de socialisme arabe. On ne veut pas comprendre qu'il s'agit là d'un désir de justice sociale, de lutte contre les inégalités criantes. Il faudrait confronter ces idées avec les nôtres, non comme des gens qui se croient supérieurs et ont des leçons à donner, mais comme des amis qui désirent plus de compréhension mutuelle. Par ce moyen, la pensée de l'Occident et celle de l'Orient se rencontreront peut-être, sans coïncider forcément, car nous devons admettre que les voies conduisant à l'émancipation sociale puissent être différentes suivant les milieux culturels.

Jacques GALLIENNE.

L'abondance des matières nous oblige à remettre au prochain numéro la publication d'une lettre de Louise Cazaubon, qui explique et précise sa position.

UN PARTI MONOLITHIQUE

Dix-neuf cent soixante-quinze était l'année de la femme. Bon! Moi, je veux bien, je n'ai rien contre la femme, bien au contraire. Après tout, si l'on croit tout changer en une année... Bref! Passons, ce n'est pas mon sujet. Mais dix-neuf cent soixante-seize, année bissextile, oui! Cherchez donc un peu! L'année de l'homme? Vous n'y êtes pas du tout. C'est l'année du Parti communiste français. Ça vous épate, ça, hein! Avouez que vous n'y aviez jamais pensé. On a fait un battage exceptionnel aussi bien dans les journaux qu'à la radio ou à la télévision au sujet du dernier Congrès du P.C.F. On a entendu des journalistes, des commentateurs, assurer que celui-ci est en voie de démocratisation, qu'il change, qu'il a changé... Et tout ceci, parce qu'il rejette la formule de « dictature du prolétariat », qu'il n'a d'ailleurs jamais appliquée nulle part.

Si le P.C.F. était vraiment communiste, d'un communisme pur, on serait peut-être tenté de le prendre au sérieux. Seulement, le P.C.F., tout comme les P.C. d'Europe de l'Est, n'a jamais été pour la dictature du prolétariat, mais pour une dictature toute différente, la sienne propre, c'est-à-dire celle d'un parti considéré comme l'élite du peuple.

Si, au cours de ce congrès, nous avons entendu dire : « Nous sommes un parti démocratique, nous abandonnons à tout jamais l'idée de la dictature du parti », là, nous aurions accordé une certaine importance à une telle affirmation.

Mais non! Le parti demeure maître tout-puissant, il dirige, décide, arbitre, impose. Les militants doivent s'aligner sur les chefs. On l'a bien vu en 1974 : le P.C. venait de défendre vigoureusement la candidature de François Mitterrand à la Présidence de la République. Il lui découvre soudain, à lui et à son parti, des défauts qu'ils ont toujours eus et il met en doute leur volonté de poursuivre le combat de la gauche. Et après que la direction du P.C. eut fait cette découverte, il ne s'est trouvé au congrès aucun délégué pour contredire M. Marchais et défendre les alliés socialistes, au contraire, chacun n'intervenant que pour ajouter aux griefs formulés par le secrétaire général.

Ce qui est choquant, c'est de voir qu'un parti aussi numériquement important que le P.C. change de position à l'unanimité, même si celle d'aujourd'hui est l'inverse de celle d'hier.

Comment imaginer que tant de militants puissent être d'accord avec les prises de positions les plus contradictoires? Dans quelque assemblée que ce soit, il y a toujours au moins un individu expliquant qu'il n'est pas d'accord. Mais au P.C., personne n'exprime une autre opinion que celle de la direction. Ceci nous amène à poser cette question : « Y a-t-il une démocratie véritable à l'intérieur du parti? »

Lorsqu'un militant, ou plusieurs, expriment dans leur cellule un avis différent de celui des dirigeants, que se passe-t-il? Le Parti, aussitôt informé, repère très facilement les cellules d'où viennent les désaccords avec la ligne. Et il envoie un de ses dirigeants pour remettre les choses en ordre. L'opération est menée très simplement : si le militant ne revient pas dans le droit chemin, il devient suspect. Quant à ceux qui ont un poste important dans des organisations parallèles, ils risquent de perdre leur place s'ils vont à l'encontre de la ligne officielle.

L'organisation intérieure du P.C. n'est donc pas démocratique, mais totalitaire ou, comme on disait naguère, monolithique.

Hier, tous les militants étaient en parole pour la dictature du prolétariat, c'était le principe fondamental. Aujourd'hui, comme par enchantement, les mêmes militants sont pour l'abandon de ce même principe.

Et un grand nombre de gens se posent cette question : « Y a-t-il rupture entre P.C. de l'Est et P.C. latins? »

Pas le moins du monde, la mécanique est toute réglée. Comme elle le fut dans la Tchécoslovaquie d'après guerre, où l'action de Moscou aboutit à la liquidation ou à l'exil des propres camarades du P.C.

Dans toute cette attitude du P.C., il y a démagogie, ce qui est très à la mode. Et l'on a depuis longtemps l'habitude de voir le P.C. retourner sa veste. On a entendu Marchais insulter les sociaux-démocrates, tempêter contre eux, les accusant, non sans raison d'ailleurs, de diriger les affaires du capitalisme quand ils sont au pouvoir. Mais qu'ont-ils fait avec de Gaulle en 1945, Thorez et les autres?

Non, les travailleurs, la jeunesse, n'ont rien à faire avec eux. Le seul moyen de se défendre pour la classe ouvrière est le syndicalisme. Par lui on apprend à aller vers le socialisme. Mais au fait, quel socialisme?

Michel DECARSIN.

LES CAHIERS DE SPARTACUS et LES ÉDITIONS SYNDICALISTES

vont publier un important ouvrage :

LES CINQUANTE ANS DE LA "RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE"

revue syndicaliste révolutionnaire

Un demi-siècle d'histoire ouvrière internationale

Depuis 1925 jusqu'à aujourd'hui, toutes les batailles d'idées, toute la lutte de classe vue à travers la vie d'une revue syndicaliste d'avant-garde où écrivirent de nombreux militants et penseurs.

Une brochure de 200 à 250 pages, préparée, présentée et rédigée par Alexandre CROIX, avec de nombreux textes et documents.

Prix de souscription : 18 F franco. (le prix après parution sera établi entre 22 et 25 F)

Amis de la « R.P. », militants de toutes tendances, syndicats et organisations, SOUSCRIVEZ DES MAINTENANT pour un ou plusieurs exemplaires aux *Editions Syndicalistes*, 21, rue Jean-Robert 75018 Paris.

C.C.P. 21764.88 PARIS

Informations syndicales

LES DIFFICULTES DE LA SECURITE SOCIALE

La Commission exécutive de Force Ouvrière a pris acte d'un taux de progression de 22 % pour les honoraires médicaux, de 33 % pour les dépenses d'hospitalisation publique et privée et de près de 27 % pour le total de l'Assurance maladie de la Sécurité sociale. Elle est fortement préoccupée par un tel taux de progression, jamais atteint jusqu'ici.

Les difficultés passagères de trésorerie sont la conséquence des transferts massifs imposés dans le cadre du budget de l'Etat de 1975 au Régime général de Sécurité sociale.

Force Ouvrière demande en conséquence la publication rapide du rapport de la Commission Grégoire chargée d'étudier le problème des charges indues et exige que le Régime général soit compensé pour un montant équivalent à ces charges indues.

Dans le même temps, Force Ouvrière se déclare profondément choquée par l'attitude de la Confédération des syndicats médicaux français qui refuse, le 18 janvier, le texte même qu'elle avait soumis le 14 janvier aux Caisses nationales à l'occasion d'une ultime réunion de discussion sur la prochaine convention. Cette attitude risque de porter rapidement atteinte aux intérêts des assurés sociaux.

Elle constate que l'attitude de la Confédération des syndicats médicaux français constitue en fait un refus de tenir compte des inévitables transformations. Elle estime que, dans ces conditions, de nouvelles discussions tendant à limiter ou empêcher toute expérience valable, ne seraient pas justifiées.

LA RESPONSABILITE DANS LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

Un colloque organisé par la C.G.T. et la C.F.D.T., avec la participation du syndicat de la Magistrature et du syndicat des Avocats s'est tenu à Grenoble les 31 janvier et 1^{er} février 1976.

Ce colloque a souligné la nécessité d'imposer un rapport de forces pour permettre l'application des droits des travailleurs. Ce colloque a aussi condamné le système capitaliste comme étant le responsable de la situation des travailleurs et montré que par sa nature et ses objectifs, il était incapable d'éliminer les causes profondes des accidents du travail.

Le colloque a réclamé :

- le maintien de la responsabilité personnelle des dirigeants des entreprises,
- la réparation intégrale du préjudice matériel et moral,
- le droit à la réadaptation pour tous.

LA SITUATION DE L'EMPLOI

Officiellement, le chômage aurait diminué de 1 % de novembre à décembre 1975. La C.F.D.T. dément ces chiffres et précise que le nombre des chômeurs est passé de 1.020.100 à 1.045.000. La diminution enregistrée officiellement étant due à la radiation d'office du chômage de 30 à 35.000 chômeurs n'ayant pas répondu à un questionnaire.

La C.F.D.T. rappelle, dans « Syndicalisme Hebdo », que le nombre des chômeurs était de 728.000 en décembre 1974, de 460.000 en décembre 1973 et qu'il a donc augmenté de 38,6 % depuis un an et de 119 % depuis deux ans.

POUR L'AMELIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Force Ouvrière vient de réclamer au C.N.P.F. la reprise des négociations sur l'amélioration des conditions de travail pour l'année 1976, en accord avec les autres organisations syndicales, C.F.T.C. et C.G.C., cosignataires de l'accord signé en 1975.

LES TRAVAILLEURS ET L'AUSTERITE

Le Bureau national de la C.F.D.T. qui s'est réuni du 7 au 9 janvier, estime que « les travailleurs, tout au long de 1975 ont freiné la mise en place du plan d'austérité du pouvoir, et par là-même, refusé de faire les frais de la crise ».

« Il appelle l'ensemble de ses organisations à prendre toutes les initiatives nécessaires pour s'opposer partout aux conséquences de la crise sur les conditions de vie des travailleurs, pour développer l'action capable de faire aboutir leurs revendications. »

DES TRAVAILLEURS SYNDIQUES FORCE OUVRIERE PRENNENT EN MAIN LEUR DESTINEE

De graves difficultés économiques ayant mis en péril l'équilibre financier des Ets Drevet (cartonnage, reliure, façonnage) de Villebon-sur-Yvette, près de Palaiseau, un conflit social portant sur le sort de ses 200 employés menacés de licenciement naissait en juillet 1975.

Devant les hésitations et atermoiements de toutes les parties en cause, le personnel unanime vient de prendre la décision de créer une **coopérative ouvrière** qui fonctionnera à compter du 1^{er} mars prochain.

Cette décision est prise par les travailleurs syndiqués de Force Ouvrière, conduits par Rémy Caillat, délégué de l'Essonne, et Claude Payement, secrétaire de l'U.D.-F.O. de la région parisienne.

EN FAVEUR DES CHOMEURS

Force Ouvrière vient de demander au ministre du Travail que les chômeurs bénéficient de la réduction de 30 % accordée par la S.N.C.F. aux salariés qui partent en congés payés.

André Bergeron souligne que cette demande est actuellement encore plus justifiée étant donné « le tassement » de l'aide aux chômeurs résultant de l'insuffisance de la participation de l'Etat dans l'indemnisation du chômage.

CONDAMNATION DE LA VIOLENCE

Le Bureau confédéral de Force Ouvrière, informé de l'agression dont a été victime François Moscati, secrétaire du syndicat F.O. des municipaux de Marseille, s'éleve avec indignation contre des pratiques qui ne devraient pas exister dans le mouvement syndical.

PROGRESSION CONSTANTE DE F.O. CHEZ PEUGEOT A DIJON

Chez Peugeot à Dijon, Force Ouvrière n'avait obtenu en 1968 que 79 voix et pas de siège, tandis que la C.G.T. bénéficiait de 400 voix et occupait 5 sièges, la C.F.D.T., avec 302 voix, comptait 3 élus.

Depuis F.O. a enregistré chaque année une progression de sa représentativité au détriment des deux autres confédérations. C'est ainsi qu'en 1975 elle passe à 387 voix avec 4 élus, tandis que la C.G.T. n'a plus que 349 voix et 3 élus, et la C.F.D.T. réduite à 188 voix et un seul élu.

UNE REVUE SYNDICALISTE A MADRID

Nous recevons régulièrement depuis quelques mois une revue de Madrid, **Sindicalismo** (plaza de la Mostenses 1, Madrid 8). Elle en est à son numéro 10, à la date de janvier 1976, ce qui semblerait démontrer qu'un commencement, très timide mais réel, de libéralisation s'était fait jour avant la disparition du Caudillo.

Sindicalismo sans afficher aucune étiquette ostensible, laisse, à chaque numéro un peu plus nettement, percer le bout de l'oreille. De toute évidence, ce sont d'anciens membres de la C.N.T. qui animent l'entreprise.

A signaler dans ce numéro de janvier une interview de Souchy, le vieux militant de l'A.I.T. dont le nom dira encore beaucoup à quelques-uns, et toujours sur la brèche malgré ses 83 ans.

PARMI NOS LETTRES

Critique d'ensemble

De M. PENNETIER (18) :

Je profite de cet envoi pour vous faire part de mes impressions de lecture du numéro de janvier de la R.P.

Je sais gré à Nicolas Faucier d'avoir nettement proclamé la nécessaire solidarité avec les soldats et militants syndicalistes poursuivis devant la Cour de Sûreté. Le précédent numéro de la R.P. ne me laissait pas espérer une prise de position si ferme. Nicolas Faucier condamne en termes vigoureux mais justes l'attitude social-militariste de tout l'arc-en-ciel des bureaucrates politiques et syndicaux. Cependant, je relève une contradiction. Après avoir dénoncé l'amalgame des néostaliniens entre prétendus « gauchistes » et alliés de la réaction, N. Faucier glisse ce petit membre de phrase « des appelés du contingent, dont on s'explique, même s'ils sont plus ou moins manipulés, qu'ils finissent par en avoir ras-le-bol... ». Manipulés par qui ?

Raymond Guïlloré a raison de s'indigner lorsque la garde nationale portugaise tire sur la foule et tue des manifestants. Depuis le 1^{er} janvier 1976, il y a eu, hélas ! d'autres fusillades et d'autres morts. Les agents de la P.I.D.E. (la police politique salazariste) sont libérés, tandis que sont emprisonnés des antifascistes dont Otelo de Carvalho qui pourtant à la tête du Copcon n'a fait fusiller personne même lorsque les réactionnaires organisaient des manifestations et saccageaient les locaux des organisations d'extrême-gauche. Et pourtant pour Raymond Guïlloré, ce sont les « excès gauchistes » qui ont renforcé les menées réactionnaires!!! Quels excès ? Je trouve que la R.P. a mal rendu compte des événements du Portugal. Je regrette que les lecteurs de la revue ayant voyagé à travers le Portugal l'été dernier n'aient pas éprouvé le besoin d'envoyer une relation de leurs impressions.

Du long article de Maurice Paz j'avouerai que je n'ai compris que ceci : l'histoire de la vie de Maurice Thorez par Robrieux est un mauvais livre. Pourtant cet ouvrage est une « recherche intelligente de la vérité ». L'auteur a tenté de découvrir le cheminement d'un jeune ouvrier, sincèrement révolutionnaire, devenu le type même du dirigeant d'un grand parti stalinien. Son œuvre est une intéressante contribution à la compréhension du fait stalinien, en France : évolution du Parti, lien avec l'Etat russe, formation de l'appareil, culte du leader, etc. Il faut faire lire le livre de Robrieux. Je reconnais à ce jeune historien bien du courage pour être allé affronter les vociférations de la vieille garde thorézienne (Cogniot, Gosnat, etc.) au centre d'histoire M.-Thorez.

Je comprends la colère de Louise Cazaubon à la lecture du papier de B. Barlet : papier qui n'était pas une critique de « l'Ecole Emancipée », mais une diatribe peu honnête. B. Barlet est allé jusqu'à opposer au comportement irresponsable de l'E.E. les positions d'un sage syndicalisme de F.U.O. dont le représentant à la tribune du congrès était un ex-instituteur permanent depuis trois ans de son organisation politique (l'U.C.I.). Pauvre indépendance syndicale !

Je ne suis pas prêt à me solidariser avec les propos de tous ceux qui se disent Ec. Em. La tendance n'a pas une structure de parti, elle n'a pas même l'homogénéité d'un appareil syndical comme celui du S.N.I. chapeauté par son équipe de permanents. On ne doit pas juger l'Ec.-Em. à travers des extraits de tracts dont on nous donne dans un numéro de la R.P. des citations incohérentes, mais à partir de la position de la tendance élaborée par l'ensemble de ses militants et concrétisée par sa notion d'orientation pour les congrès syndicaux. Je pense qu'il pourrait y avoir dans la R.P. une discussion utile entre militants des divers courants de la F.E.N., discussion et non polémique.

Je ne suis pas un incondicional de l'Ec.-Em. à qui je reproche parfois un ultragauchisme que combattit dans les années trente la majorité de la Fédération Unitaire, cependant, je maintiens qu'elle regroupe des militants syndicalistes révolutionnaires dont les propositions méritent une critique excluant injures et mépris.

Je suis toujours étonné de l'acidité de certains propos d'Hagnauer. Celui-ci se fâcherait sans doute si, prenant prétexte du fait qu'il trouve quelques attraits à la démocratie américaine, je le traitais d'ami de la C.I.A. et partisan de l'aide de celle-ci à Pinochet. L'américanophilie de R.H. exclut, j'en suis sûr, une solidarité inconditionnelle avec les pouvoirs politiques, policiers et militaires des U.S.A. Pourquoi, lui, met-il dans le camp des admirateurs des féodaux arabes ceux qui expriment des critiques à l'égard de la politique d'Israël ? Je connais assez J. Gallienne pour être certain que ses commentaires sur le Moyen-Orient ne sont aucunement dictés par un quelconque antisémitisme ou une sympathie aveugle pour le monde musulman. Il s'agit de savoir si dans cette région la meilleure solution pour les Juifs et pour les Palestiniens est dans la défense d'un Etat sioniste ou dans la construction d'une fédération socialiste ?

HOMMAGE A JEAN-DANIEL MARTINET

C'a été pour les camarades un coup bien rude de voir s'en aller notre ami Jean-Daniel Martinet. Digne fils de Marcel Martinet, nombre d'amis l'ont connu pour son aide directe et efficace de médecin et de chirurgien. Il suffisait de lui parler d'un cas pour qu'il se mette au service de ceux qui avaient besoin. Il s'était surmené et fatigué ces derniers temps, et est parti brusquement à un âge encore jeune. L'an dernier, c'était en Afrique noire qu'il était allé généreusement opérer et offrir sa compétence. En ce début d'année, il était appelé au Proche-Orient et une crise foudroyante l'attaquait à son tour.

Ses convictions ne répondaient pas à des paroles, mais restaient dans le sens révolutionnaire effectif d'une humanité véritable. Ainsi que sa mère, il avait été dévoué à l'action de Messali Hadj pour la libération de l'Afrique du Nord, veillant à sa protection et à celle de sa famille. De même, il était attentif au sort de la famille de Léon Trotsky, avait accueilli son fils — et tant d'autres... A l'époque où il habitait rue Washington, un défilé de personnalités se retrouvaient en ce foyer où l'on ressentait les tressaillements universels, écrivains amis de son père, comme Léon Werth, sympathiques étudiants noirs ou jaunes. Rencontres bénéfiques où comptaient la sincérité et la droiture.

Il répondait à tout appel, se dépensant pour servir, toujours aimable et souriant, honneur du métier qu'il avait choisi et le considérant comme un sacerdoce. Loin de tirer parti commercial de ses capacités, il s'était lié à la Mutuelle de l'Education Nationale pour opérer aux conditions les plus justes, donnant à qui ne possédait pas les moyens. Cela doit être dit.

Il était prêt à manifester l'aide aux persécutés, à convoyer des opposants vers l'abri sûr, à héberger, à sentir la communauté de souffrances. Avec cela sportif, malgré un handicap physique. Nous nous sommes retrouvés, avec les siens, voici déjà pas mal d'années, sur les pistes de neige, avec les camarades de l'Enseignement.

Que de choses pourraient être contées ! Telle de ses nièces a voulu suivre son exemple, en vocation d'amour.

Daniel garde une belle place dans notre vieille Révolution prolétarienne, à laquelle il était si attaché, où l'on ne pourra oublier son passage trop bref.

Louis SIMON.

POUR UN DIALOGUE FRATERNEL

— Alors, tu n'es pas un révolutionnaire !

— Ce qui me fait marrer ce sont tous les types qui se collent l'étiquette de révolutionnaires ! Même notre dresseur de chien national. Alors que tant de braves gens se demandent si la révolution ce n'est pas, aujourd'hui, le pire. Comment distinguer un vrai révolutionnaire d'un honnête réformiste ? Ah ! s'il suffisait d'une médaille... Regarde nos syndicalistes de l'« Ecole Emancipée » ! Je ne comprends rien à leurs querelles. Et l'Extrême-gauche : trotskystes, maoïstes, marxistes-léninistes, communistes, sans parler des staliniens, avoués ou honteux... Est-ce que, pour être révolutionnaire, il faudrait emmerder tout le monde et traiter les autres de salauds, traîtres, bourgeois ou réformistes ?

— Ne parlons pas politiques, mais syndicalistes ! Nous, ici, exigeons que la « R.P. » reste une revue prolétarienne, révolutionnaire et syndicaliste !

— Ne t'énerve pas ! Si je te disais que, moi aussi, je suis un syndicaliste « révolutionnaire prolétarien » ?

— Je recommencerais par rigoler doucement, parce que ça ne ressort pas clairement de ta « littérature » !

— Pourquoi veux-tu que ma « littérature » soit une preuve ? On ne doit juger un syndicaliste révolutionnaire que sur ses actes, ses capacités de militant. Or j'ai l'impression que la plupart des rédacteurs de la « R.P. » ne sont plus des militants actifs.

— Alors, comment prouver que nous restons acquis à la cause du prolétariat ?

— Peut-être en définissant mieux ce qu'est aujourd'hui un « prolétaire », ou bien en changeant de qualificatif : salarié, travailleur (oui, mais les chômeurs ?). Franchement, notre vocabulaire nous fait passer pour autre chose que ce que nous voulons être. Ces épithètes ont un parfum de gauchisme sectaire qui est le contraire de notre idéal. Je voudrais que l'on sache que nous sommes d'abord des syndicalistes de 1976 (ou 1980) et non des conservateurs du musée révolutionnaire de 1930/80.

— Tu voudrais qu'on change le nom de la revue pour ne pas effrayer de nouveaux lecteurs ? Notre titre est connu. Il représente une valeur. Si nous le changeons, il faudra repartir de zéro, car les anciens vont abandonner !

— Cela ne pourrait être fait qu'avec leur accord, après une sorte de référendum qui permettrait de relancer les anciens abonnés et d'attirer l'attention de la presse, et des amis — ou ennemis ! — sur notre revue... Après tout on pourrait continuer à parler de la « R.P. » si elle s'intitulait par exemple « la Revue Populaire » du syndicalisme révolutionnaire (ex-Révol. Prolét.).

— Drôle de changement ! La Revue Populaire, ça ne sonne pas bien. On va nous traiter de saboteurs, traîtres, etc. Vois les abonnés « en colère » qui parlent de « l'action prolétarienne... racines et raison d'être du syndicalisme » (J. Moreau) — ou de la fidélité à la Révol. Prolét. de Monatte (A. de Jager) — ou d'une tribune ouverte à tous... à condition qu'ils fussent révolutionnaires » (L. Cazaubon)...

— A tous ces « vrais » révolutionnaires qui prétendent refuser à d'autres le droit d'écrire dans la R.P. le copain qui a rédigé l'Entre-Nous de janvier a fort bien répondu. Quant à ceux qui parlent « d'action prolétarienne », j'espère qu'ils ne songent pas à l'Enseignement, où les trois quarts (?) des syndiqués reçoivent deux salaires ? Drôles de « prolétaires »...

— Prolétaires ou pas, l'essentiel, il me semble, est que chacun puisse dire ce qu'il pense, à un moment donné, avec le droit de se tromper. Mais quand je lis les critiques hargneuses du genre : « Notre camarade devrait apprendre à lire !... » ou « ce ramassis de... » ... je n'oserai jamais envoyer un papier à « la R.P. » de peur de me voir traité comme ça ! Un peu de fraternité...

— La fraternité, oui ! Si j'en étais capable j'écrirais un long poème « Retrouver la Fraternité... » ; ou plutôt une sorte de prière. Etre révolutionnaire ? Cela doit paraître sans le dire. En 1968, dans un lycée, un ami qui, cette année là, avait oublié de payer sa cotisation au S.N.E.S., a vécu en observateur attentif les grèves, réunions de profs et d'élèves, etc., sans rien faire de spectaculaire — sinon un jour participer à une manif en ville, entre deux jeunes gars tout à fait inconnus, dans un service d'ordre spontané, et une sympathique pagaille. Pourtant la directrice — au sourire de « Joconde » un peu passée — et certaines collègues féroce ment réacs (ou staliniennes) — l'ont classé dès lors comme un dangereux « anarchiste ». Alors qu'il a toujours été ignoré, et un peu méprisé sans doute, par les militantes « émancipées », ou du « front ouvrier », et les activistes de la « nouvelle pédagogie ». Il est vrai que ce vieil abonné de la « R.P. » préférerait bavarder et rire un peu avec ses élèves, dans la cour, pendant les inter-classes, ou les « grèves surprises », que participer aux « rencontres », « réunions préparatoires à... », « cercles », ou sauteries du genre « Mon-Dieu-Ma-chère-comme-tu-et-toi... »

— Dis donc, est-ce que tu es encore syndiqué ?

— J'ai abandonné, sans éclat, l'an dernier, le S.N.E.S. (le Synd. des profs adhérents de la Fédér. Educ. Nat. autonome) et ses journaux de pacotille illustrés. Il y a plus de vingt ans que j'en avais marre du corporatisme enseignant et de ces discussions interminables sur les heures supplémentaires, le paiement des rappels, l'intégration dans..., l'inscription sur une liste d'aptitude à..., les notes d'inspection, les mutations, etc., etc. Quand on essayait « d'élever le débat » (la Paix, l'Unité, la Pédagogie, la Liberté, ...) c'était un silence poli, des sourires nuancés... jusqu'au moment où l'« activiste » de service sortait de son carnet une « motion » publiée la veille dans quelque circulaire confidentielle de tendance. Il fallait alors patiemment reprendre la bagarre, expliquer aux naïfs et gentils syndiqués, prêts à applaudir pour éviter la dispute et rentrer chez eux, ce que les mots signifiaient vraiment !!!

Hélas, le meilleur souvenir que je garde de cette action parmi les Autonomes, où j'avais pensé qu'on pouvait défendre le syndicalisme révolutionnaire mieux qu'à l'extérieur, en minoritaire exclu de toute responsabilité, ma plus grande joie, je l'éprouvai un soir, sur un trottoir de Strasbourg illuminé par les feux de la nuit, où je déambulais, enfin libre, l'esprit en repos — (mais ça n'a pas duré !) — après avoir démissionné de mon poste de secrétaire départemental. Ah ! tous ces « militants autonomes » (enfin presque tous, n'exagérons pas...) qui finissaient dans les rangs de l'Administration (directeurs, inspecteurs...) en croyant pouvoir continuer à défendre un idéal syndicaliste !!! Entre ceux qui voulaient le pouvoir syndical pour le subordonner à leur parti, et ceux qui penchaient trop du côté patronal, il n'y avait pas de place pour un militant qui continuait à mettre en pratique le refus de parvenir et le respect de la démocratie.

— Mais, si tu n'es plus syndiqué, ta place n'est pas ici, parmi les syndicalistes révolutionnaires !

— J'ai adhéré à la C.F.D.T. il y a trois mois. J'aurais dû le faire il y a sept ou huit ans, mais... Enfin, tu comprends ce sentimentalisme désuet, l'espoir d'une rénovation syndicale qui n'est pas venue... Je crois qu'il faut aujourd'hui, d'une façon ou d'une autre, rejoindre les autres travailleurs : au P.S. pour les uns (ou à Lutte Ouvrière pour encourager la sympathique Arlette L.) — à la C.F.D.T. pour les autres (puisque ni la C.G.T., ni F.O. n'acceptent, il me semble, les adhésions d'enseignants). C'est sans doute la seule façon d'en finir avec ces disputes corporatives et ces luttes de tendances qui ont bureaucratisé et désidéalisé le syndicalisme de l'Enseignement.

— Cette dispute sur les « tendances » dans vos syndicats, ça ne m'intéresse pas : moi, je suis à F.O., justement dans le syndicat d'Arlette Laguiller. Mais je ne suis pas trotskyste. Parlons plutôt de « ce galimatias... ennuyeux... », cette littérature prolétarienne dont on parle périodiquement dans la « R.P. » avec tant de sérieux. J'avoue que, né en 1942, je ne sais pas trop de quoi vous parlez ! Explique-toi...

— A quoi bon ! Que nos amis Navel, Poulaille, Prugnot, tant d'autres, m'excusent. Ce n'est évidemment pas à eux que je pensais. Il y a la bonne littérature, et l'autre, médiocre ou pourrie (qui peut être aussi prolétarienne, bourgeoise, ou marxiste, ou n'importe quoi !). Cette dispute « historique me casse les pieds... (1).

— Et tu crois que ta poésie genre « activiste » ne nous casse pas les pieds ? Et que dirais-tu d'un sonnet « financier » du genre :

LA RELANCE ? HE, MERDE !

Les Français ne sont pas si cons, Fourcade,
De croire aux prévisions sinistres des experts,
Qui vont préchi-préchant, comme à la cantonade :
— Achetez ! Bouffez ! Dépensez ! Ne soyez pas amers !

La relance viendra par la consommation,
Et tout repartira, comme il y a dix ans ! (2)
— Hé, merde ! a dit le père, il faut faire attention,
Economiser un peu, penser aux enfants !

Oh ! bien sûr, épargner, dans cette pourriture,
C'est se faire voler (3) ! Mais, changer de voiture,
Acheter à crédit, c'est payer des voleurs (4).

Sans pouvoir discuter ! Et, les traites signées,
On est à la merci d'un patron, résignés.
Non ! plutôt garder son tric (5), en cas de malheurs !

— Bravo ! Espérons que cette façon de traiter l'économie politique va dérider un peu les copains, et que, en t'imitant, les rédacteurs de la « R.P. » vont changer de style, et publier du neuf : une grève, une expérience personnelle, échec ou victoire, en toute liberté. Si les militants syndicalistes qui ne trouvent pas de place dans les journaux officiels de leurs fédérations, savaient que notre revue est ouverte à tous, nous aurions tous les mois dix fois plus de copies que ne peuvent publier nos vingt pages. C'est ce que je souhaite !

— C'est pour ça que tu as voulu raconter cette histoire d'une petite bourgeoise trop libre, à la recherche d'aventures ? Tu ne crois pas que c'est un peu déplacé, ici ?

— Peut-être ! Je ne sais pas. Quand j'ai commencé ce récit, en novembre, j'envisageais une sorte de « feuilleton » populaire qui aurait montré comment, en 1970-1975, une certaine jeunesse est exploitée, pourrie, traitée en esclave, manipulée par tout un réseau de truands, sous le beau ciel de la Méditerranée...

— Alors, continue, raconte !

— Non ! Décidément, c'est trop long : il faudrait une revue de 150 pages ; ce sera pour la « Nouvelle R.P. » à 10.000 abonnés... Françoise, on s'en doutait, a pu retourner sur le « Continent » — comme ils disent là-bas, avec l'accent — grâce à un couple d'Algériens qui a osé la recueillir, une nuit, sur la route, toute amochée, lèvres fendues, robe

(1) On trouvera dans « Plein Chant » nos 26 et 28, d'Ed. Thomas à Bassac, 16120 Châteauneuf-sur-Charente, une étude sur la « Lit. Prolét. » d'Henry Poulaille, Ed. Thomas, etc.

(2) Cinq ou sept ans ? On laisse à l'expert de service le soin de contrôler...

(3) 4 % du capital placé, si on table sur 10,5 % d'inflation moins 6,5 % d'intérêts nets d'impôts...

(4) 22 à 26 % du capital prêté plus 15 à 25 % de perte de valeur annuelle, même sans usage, de la voiture achetée !

(5) Placée à la C.N.E. cet argent est utilisé pour construire des immeubles, usines, écoles, ... donc à une activité économique rentable ! Tandis que l'achat à crédit de voitures, par exemple, relance l'inflation, puisque l'objet se détruit lui-même, ne crée pas de valeurs (au contraire : nuisances) ; donc que l'argent mis ainsi en circulation devient de la fausse monnaie, etc., etc.

déchirée, des plaies dans la tête, des bleus sur tout le corps, presque évanouie, assise sur son sac, après que trois voitures au moins, arrêtées quelques secondes, aient rapidement détalé comme à la vue d'un fantôme ! Au village, son ancien patron, brave type au fond, mais terrorisé, l'a cachée d'abord un jour entier dans une chambre, avec interdiction de sortir, puis, pour s'en débarrasser, lui a payé son billet d'avion...

— Et la copine, Mado, l'étudiante ?

— Au retour d'un séjour de deux ans aux U.S.A., Mado, n'ayant pas retrouvé l'adresse de ses parents divorcés, s'est embarquée pour la Corse... Un soir, dans les bras experts du « patron », sous l'œil complice de la maquerelle attendrie, elle a découvert des jeux auxquels son éducation de « petite bourgeoise bien » ne l'avait guère préparée. Elle s'en croyait désormais dégradée, définitivement impuissante à retrouver une autre vie. Un peu d'alcool, dans le fruit et la fumée des cigarettes, et, presque chaque soir, elle se laissait entraîner par quelque bon client bourré de fric... Perdue... Oubliée...

— Dis-donc, c'est pas marrant, ton histoire ! Quelle conclusion ?

— « Barmaids de tous les pays... unissez-vous ! » Ah ! si la « R.P. » tirait à 1.000.000 d'exemplaires...

— Mais il faudrait donner plus de précisions, des noms...

— Françoise n'aurait pas voulu. Après cette nuit où elle s'est fait matraquer, griffer, injurier, parce qu'elle prétendait — sûrement, c'était vrai ! — que le patron fauchait une bonne partie des pourboires, elle a eu encore le courage d'aller trouver un médecin, de faire établir un certificat médical... puis, en arrivant dans sa famille, soignée, reposée, elle a renoncé : la solidarité des truands, cela existe ! Elle a dit : « Tant pis pour moi ! On me l'avait bien dit... Après tout je m'en suis bien tirée, quand même... »

Et elle est partie avec des copains se faire bronzer du côté de Saint-Tropez, avant l'arrivée des touristes de l'été...

— C'est le moment de baisser le rideau et d'ouvrir les vannes de la poésie pure ! Pour saluer le proche printemps en Languedoc, je te propose une :

ODE A L'AMANDIER

Amandier, amandier, sur le bord du chemin
Ton sourire éclatait, rose ou blanc,
Sous le vent de février qui griffait les nacelles
De nos montres d'acier, impatients et bornés.

Penché sur le ruban de la route infinie,
Pleurant tes pétales légers,
Au flanc pierreux de la garrigue noire,
Amandier, ma douce joie, l'espoir...

Je suis né, j'ai grandi, j'ai pleuré
Sous tes bras déchirés par la pluie ou le vent,
A l'ombre maigre de tes branches,
J'ai somméillé parfois, dans l'été triomphant.
Et j'ai connu l'amour des filles de Provence,
Autrefois, autrefois, mais ce n'est pas si loin ;
Quand il fallait ruser, courir longtemps,
Savoir attendre un petit rendez-vous de juillet,
Ou d'octobre, de Pâques ou de décembre.

Pour un baiser de rien du tout, une robe
Froissée, un pied nu dans le clair ruisseau...
Mais une joie, une joie, dans un air de colline,
Sous le gai bruissement des aiguilles de pin !

Et la chanson des cigales ! Etonnantes
Bestioles, accrochées sur les troncs nouveaux,
Ou chassées par les oiseaux voraces...

Amandier ! Amandier... Mes rêves, mes amours,
Ma jeunesse perdue, mes ambitions défaites,
Un printemps va venir, va passer, va mourir...

Et je fuis au pays des ombres éternelles
En emportant ta joie comme un dernier soupir...

Jean MAGRI.

GRANDEUR ET MISÈRE DU "PÈRE PEINARD"

Emile Pouget : le *Père peinar*d (textes choisis et présentés par Roger Langlais). Editions Galilée, 9, rue Linné, Paris 5^e.

Voici une restitution historique, dont on n'eût pas osé rêver, mais que vient de mener à bien un bouquiniste parisien, Roger Langlais, qui s'est engoué depuis longtemps du *Père peinar*d, au point d'en faire la somme de toutes les aspirations révolutionnaires, enfin telles qu'il les entend. L'entreprise, en effet, va bien au-delà d'une simple anthologie, conçue par un archiviste ou un bibliographe, attentif mais sans âme, et qui, telle quelle, nous serait déjà d'un grand prix.

Emile Pouget fera date, quelque jour, non seulement dans l'histoire de l'anarchisme et du syndicalisme révolutionnaire, mais aussi dans celle du journalisme d'opinion et de combat, et ne fût-ce qu'à cet égard les spécialistes devront bien se pencher sur son personnage. Voie éventuelle que Roger Langlais leur aura largement déblayée, par son compendium d'aujourd'hui !

Indubitablement, le *Père peinar*d de Pouget marquera comme le plus célèbre des journaux anarchistes, même avant le *Révolté* de Kropotkine, l'*En dehors* de Zo d'Axa, le *Libertaire* de Sébastien Faure, tant par sa durée, bien que celle-ci connût bien des soubresauts, en raison des procès, des arrestations, de l'exil du rédacteur, que par sa tournure. Il atteignit d'ailleurs des tirages, soit sous sa forme directe soit sous forme de « placards », (130.000 exemplaires, en 1893 ! et cela en pleine période « ravacholienne ») auxquels aucune autre feuille libertaire ne put jamais prétendre. Peut-être même le *Père peinar*d balancera-t-il dans la légende d'illustres devanciers, tels les *Père Duchesne* de 1793 et de 1871,

Le succès du *Père peinar*d débordait bien de beaucoup ce qu'on eût été tenté de croire sa sphère d'action naturelle, la partie frondeuse du prolétariat des faubourgs. Tous les hommes, qu'habitait l'esprit de révolte quelle que fût leur origine sociale, en étaient friands. Robert Louzon nous a dit un jour dans ces colonnes combien le journal de Pouget l'avait aidé à affermir ses premières poussées subversives, alors que frais émoulu d'un milieu de bonne bourgeoisie, il se cherchait encore.

Robert Langlais a su procéder avec beaucoup d'habileté à son choix de textes, se refusant notamment à l'ordre chronologique strict, solution de moindre effort peut-être, en tout cas commodité immédiate, à laquelle se fût tenu un érudit ordinaire, n'apportant à son affaire que l'honnêteté requise. Mais on sent un passionné et un enthousiaste, connaissant son *Père peinar*d dans sa moindre ligne, et non pour l'avoir feuilleté d'une main distraite et en s'attardant de préférence, sinon exclusivement, sur les illustrations. D'ailleurs, son livre nous apporte une énumération de tout ce que Pouget a pu publier sous le titre du *Père peinar*d, de 1889 à 1902, dont il apparaît bien problématique qu'aucune bibliothèque, fût-ce la Nationale, puisse fournir, nous ne disons pas la matière, mais seulement la liste !

Les articles répertoriés l'ont été sous trois grands thèmes essentiels : *L'action directe*, *Critique de la démocratie*, *Répression*, classification évidemment propre au compilateur, et qu'on pourrait souvent intervertir sans risque.

L'expression « action directe » ne doit pas être entendue dans l'acception restreinte qu'elle revêtait dans les années qui vont de 1900 à 1914, mais dans un sens très étendu, celui que les premiers compagnons donnaient à l'expression de « propagande par le fait » qui suppose aussi le terrorisme. Roger Langlais ne dissimule pas ses intentions et nous affirme dès l'abord : « Qu'on ne s'y trompe pas : le *Père peinar*d ne fut rien qu'un appel au meurtre ». Convenons d'ailleurs que dans les pages remises sous nos yeux s'il n'y a pas toujours appel direct, il y a au moins apologie constante. Il faudrait beaucoup citer, coupons seulement ce

portrait du petit Simon, dit Biscuit, un gosse qui était poursuivi en même temps que Ravachol, et qui, condamné à perpétuité, devait périr en 1894, lors de la révolte dite des anarchistes, aux îles du Salut. Voici comment le *Père peinar*d du 1^{er} mai 1892 narrait l'épisode, dans un style à la fois attendri et plein des plus noires menaces :

« Des camaros trouveront, plus loin, racontée toute l'histoire de la journée, mais foutez avant de poser ma chique, je veux, nom de Dieu, foutez un bon bécot sur l'œil au brave petit frangin qui s'appelle Simon.

Ah ! le sacré nom de Dieu de chouette môme.

Ce qu'il leur en a bouché un coin ! Ils en rôtaient, les clients.

Parfaitement ! Parfaitement ! qu'il leur gueulait. Je me fous de vous comme d'une merde.

« Sacré loupiot, va !

C'est pas faute qu'ils ont essayé de le salir celui-là, mais y s'en foutait le mioche.

Le jugeur voulait l'emmerder parce qu'autrefois Simon avait enlevé une feuille de zinc d'une usine où il turbinait.

« Quand on est dans une usine, il faut toujours emporter quelque chose », que réplique le copain !

Un bon conseil, nom de Dieu !

Je vois bien, nom de Dieu, qu'il faudrait pas beaucoup de procès comme ça pour faire marcher les idées, et peut-être que le grand chambardement suivrait de bien près, foutez...

Et on a beau m'emmerder, foutez mes meilleurs fistons au ballon, essayer de me tordre le cou, si possible, j'aime mieux ma peau que celle de la bande de corbeaux et d'assassins qui a envoyé, hier, pour perpète, aux travaux forcés les deux bons et braves bougres Ravachol et Simon.

A leur place, je numéroterais mes abattis, nom de Dieu. »

Texte presque anodin parmi tous ceux qu'a pu ramasser Roger Langlais dans sa quête pieuse mais très savamment orientée.

Sur ce seul échantillon, on jugera néanmoins de l'effroi qui pourrait s'emparer de tel pâle disciple de Gorges Séguy ou de Georges Marchais, ou de tel adhérent *moyen* de la C.G.T. de nos jours, si on leur affirmait que cette littérature, sans nul doute d'un vulgaire « provocateur », supposeraient-ils, fut bien l'œuvre d'un homme, qui fonda la maison qu'ils tirent tant d'orgueil d'habiter aujourd'hui.

A l'inverse, Roger Langlais, acharné à isoler et à exalter un Pouget, anarchiste exclusif, prétend prendre l'alarme sur des tentatives de « récupération dans le style syndicaliste » faites autour du *Père peinar*d, tentatives que nous avouons discerner assez mal dans nos horizons actuels. Langlais prétend fonder sa grogne sur un ouvrage récent, dû à un jeune universitaire, C. de Goustyne, intitulé *Pouget et les matins noirs du syndicalisme* et dans lequel l'auteur s'attarderait avec une plus particulière complaisance sur les aspects syndicalistes de l'action de Pouget. Pour nous, nous n'essaierons pas de dissocier un Pouget anarchiste d'un Pouget syndicaliste. Les deux nous paraissent avoir fait corps jusqu'en 1910 au moins !

Mais il est un troisième Pouget, qui se précise, vers 1912, dans le voisinage du Gustave Hervé, deuxième et non dernière manière, celui d'après le fameux meeting de la salle Wagram, où l'homme du « drapeau dans le fumier », annoncera son retour au « patriotisme jacobin » et où il préconisera la « conquête de l'armée » ! Un troisième Pouget assez attristant, et que rien n'aurait pu laisser présager, et qui s'attestera essentiellement dans les colonnes de la *Guerre sociale*, où l'ex-*Père peinar*d avait dès longtemps droit de cité !

Dans la biographie succincte, mais qui n'omet aucun fait essentiel de la vie de Pouget, biographie distincte

de l'abondante bibliographie du *Père peinar*d, dont nous avons déjà dit tous les mérites, cette collaboration de Pouget au journal d'Hervé n'est pas mentionnée, non plus que son apport à l'*Humanité*, tant à celle de Jaurès que de Renaudel, comme fournisseur attiré de romans-feuilletons, apport non négligeable sous son aspect politique, et même très éloquent, comme nous allons voir.

Amicus Plato, sed magis amica veritas!

A compter de 1913 et à partir des textes produits dans la *Guerre sociale*, on aurait pu faire, hélas, l'analogie de ce que Pouget avait fait autrefois à propos de Guesde : quand il avait écrit ses *Variations guesdistes*, un de ses pamphlets les plus fameux. Pareillement on aurait pu gloser, et cruellement, sur ses opinions nouvelles quant au suffrage universel et à d'autres problèmes. Lui, l'ancien rédacteur des fameux placards « le *Père peinar*d au popolo », qu'il avait lancés pendant quinze ans lors de toutes les consultations électorales, ne s'avisait-il pas en 1913, en termes un peu gênés il est vrai, d'appeler à voter aux élections prochaines de 1914.

Encore là, le *Père peinar*d se donnait-il de bonnes raisons pour se déjuger et déjuger tout ce qu'il avait pu écrire pendant trente ans contre la duperie de toute élection, de quelque honnête prétexte qu'on voulût la colorer. Les journaux du temps, devant une telle métamorphose de l'ancien antivotard n'avaient pas manqué de railler et nous signalerons à M. Langlais un papier qui n'était pas parmi les plus venimeux, dont l'inoffensive *Démocratie* de Marc Sangnier elle-même n'avait pu se priver (*Du « Père peinar*d » de 1894 au citoyen Pouget d'aujourd'hui) (*Démocratie* du 1^{er} avril 1913).

Mais le *Père peinar*d nous réservait bien d'autres déceptions !

Il allait, chose « hénaurme », inouïe, totalement inconcevable sous une telle plume, reprocher à la C.G.T., qui se préparait à tenir son congrès à Grenoble dans l'été de 1914, d'avoir éloigné d'elle toutes sortes de recrues possibles par son antimilitarisme excessif et de mauvais goût ! Article répété à tous les échos, par la grande presse, qui aurait eu tort de se gêner !

La *Voix du Peuple* (juin 1914), son ancien journal, constatait, plus triste qu'indignée :

« *Emile Pouget était jadis un Père peinar*d épatant qui épatait ses lecteurs. Aujourd'hui, il hospitalise son tire-pied dans la Guerre sociale devenue un vague organe radical. Contre cela rien à dire, tout le monde vieillit.

« ... Comment, Peinar

d, la « dépression », le « marasme » proviennent uniquement de la motion antipatriotique d'Amiens ?

« Mais si vous dites vrai, que faites-vous dans le journal où toute la « logomachie démagogique » de l'antipatriotisme s'est donné libre cours pendant des années... »

Oui, « logomachie démagogique », c'était bien là le nouveau style du *Père peinar*d, pour parler de cet antimilitarisme, dont il avait été si longtemps un des plus véhéments choryphées !

C'est à Monatte qu'il était donné d'administrer à Pouget la dure volée de bois vert qu'il méritait, ce qu'il faisait dans le numéro de juillet 1914, le dernier que devait connaître la *Vie ouvrière* d'avant la bourrasque. Avec une vigueur encore déférente car la légende du *Père peinar*d retenait toujours, même les plus fondés à lui dire son fait, Monatte semblait dire à son ancien directeur de la *Révolution*, le quotidien que Pouget avait lancé en 1909, de concert avec Malato : « Pas ça ou pas vous ! »

Et pour achever, comme s'il avait encore été besoin de ruiner les derniers vestiges d'estime que ceux qui l'avaient connu à la grande époque lui gardaient, à leur corps défendant, Emile Pouget, romancier proluxe à ses heures, s'accouchait dans l'été de 1915 d'un feuilleton, genre Arthur Bernède, dont le titre déroulé dira assez l'intention, « *Vieille Alsace* », que

l'Humanité renaudélienne s'empressait d'accueillir, ayant grand besoin, elle aussi, de verser de l'héroïsme au cœur des citoyens !

C'est la dernière manifestation connue du genre « déplorable » qu'il faille imputer à Pouget.

Sans doute, se ressaisit-il un peu après sous l'influence de son vieil ami Paul Delesalle, qui n'avait pas connu pareils fléchissements, peut-être grâce à Georges Sorel, « défaitiste » délibéré lui et dès la première minute. Mais il était trop tard, pour cette génération-là, l'heure de vérité avait sonné le 2 août 1914 !

Enfin, que le seul souvenir du Pouget de 1894 demeure !

Alexandre CROIX.

A TRAVERS LES LIVRES

LETTRES FAMILIÈRES D'AUGUSTE BLANQUI ET DE LOUIS WATTEAU

L'Institut Historique de Provence, Archives municipales, 1, place Auguste-Carli, 13001 Marseille (C.C.P. 138-39 Marseille) annonce comme devant paraître très prochainement un recueil de *Lettres familières d'Auguste Blanqui et Louis Watteau* (12 septembre 1864 - 4 septembre 1866), présentées et annotées par Maurice Paz avec une préface de Pierre Guiral.

Les souscripteurs peuvent encore bénéficier du prix de 40 F, qui sera de 50 lors de la sortie de l'ouvrage.

Ce texte de Blanqui et d'un de ses plus fervents disciples est entièrement inédit et éclaire d'un jour nouveau à la fois la personne de Blanqui et son mouvement, pour la période concernée. Maurice Paz, devenu avec notre vieil ami Maurice Dommanget le plus grand spécialiste contemporain de Blanqui, auquel il a consacré une thèse de doctorat, *Blanqui révolutionnaire professionnel*, malheureusement encore non accessible en librairie, a donné tous ses soins à cette affaire, des soins vigilants mais non idolâtriques, qui ouvriront ou rouvriront bien des controverses !

D'OU VIENT L'ARGENT ?

MOIS DE JANVIER 1976

RECETTES

Abonnements ordinaires	1.992,50	
Abonnements de soutien	1.860,41	3.852,91
Souscription		3.228,50
Vente au numéro		703,—
Total des recettes		7.784,41
En caisse au 1-1-1976		5.882,21
		13.666,62

DEPENSES

Impression expédition (oct.)	4.109,18
Frais déplacements	154,—
Téléphone	132,85
Total des dépenses	4.396,03
En caisse : 31-1-1976	9.270,59
	13.666,62

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Fourgeaud (83), 60 ; Mlle Jouveshomme (75014), 100 ; P. Magdinier (66), 100 ; Th. Lippe, Belgique, 164,92 ; J. Hervé (37), 100 ; Dambourgès (33), 80 ; E. Pasquet (24), 60 ; A. Borie (33), 90 ; Brenner (27), 100 ; Rich (75018), 100 ; G. Christophe (94), 120 ; Rivière (83), 100 ; Wautiez (B), 100 ; Poulet (95), 75 ; P. Divet (35), 100 ; Laufer (75018), 200 ; Finidori (Tunis), 100 ; Deruest (Belgique), 110,49 F.

SOUSCRIPTION

G. Thomas (71), 50 ; G. Doré (79), 10 ; J. Lèbre (07), 20 ; L. Cazaubon (65), 20 ; Berthomier (26), 100 ; J. Henry (71), 16,50 ; Verdelhau (13), 5 ; Gavard-Gaton (65), 10 ; A. Vega (52), 30 ; J. Duperray (42), 8 ; P. Carnière (64), 5 ; Dambourgès (33), 50 ; Ruh (75), 100 ; Ragot (44), 50 ; M. Guiraudet (75), 20 ; A. Simplet (69), 30 ; Lacoste (57), 100 ; Laufer (75), en souvenir de Chambelland, 2.300 ; J. Prugnot (92), 30 ; Duperray (42), 8 ; Vaillard (92), 50 ; Aubéry (U.S.A.), 216.

LES FAITS DU MOIS

JEUDI 1^{er} ANVIER. — A Porto, la police gouvernementale tire sur une manifestation de soutien aux antifascistes emprisonnés. Bilan : trois morts et six blessés.

En Belgique, incendie tragique d'un bar-dancing. Quinze morts et de nombreux blessés.

Le dernier conseil des ministres de l'année 1975 reconnaît la vocation à l'indépendance du territoire des Afars et des Issas (Djibouti).

LUNDI 5. — Une violente tempête ravage les côtes de Grande-Bretagne, des Flandres, de l'Europe du Nord ; elle fait quarante-sept morts.

En Angola, le M.P.L.A., soutenu militairement par l'U.R.S.S., prend l'offensive ; des dépêches d'agences font état d'un débarquement des « marines » des U.S.A. (L'information n'est pas confirmée.)

Tension au sein de la junte militaire du Chili ; dix généraux exigeraient que Pinochet change de politique ou démissionne.

En Irlande du Nord, un minibus conduisant des ouvriers protestants tombe dans une embuscade : dix ouvriers sont tués.

MARDI 6. — M. J.-J. Servan-Schreiber est élu président du conseil régional de Lorraine, contre le président sortant, membre comme lui de la majorité présidentielle.

A la Jamaïque, se réunissent vingt ministres des Finances des pays du Fonds Monétaire International.

MERCREDI 7. — Le parti socialiste italien retire son soutien au gouvernement dirigé par les démocrates-chrétiens et ouvre ainsi une crise ministérielle.

Grève du métro de Madrid.

Le premier ministre marocain, Ahmed Osman, est en visite officielle à Paris.

JEUDI 8. — Mort de Chou En-Lai, premier ministre de la République de Chine.

Un « commando de saboteurs » est appréhendé en Algérie ; le gouvernement algérien met en cause les services de renseignements français.

VENDREDI 9. — Gaston Defferre, maire socialiste de Marseille, rompt avec ses alliés municipaux membres de la majorité présidentielle.

Mort du poète français Pierre-Jean Jouve.

SAMEDI 10. — Arrivée à Vienne du mathématicien Pliouchitch, libéré par les autorités de l'U.R.S.S. après deux ans d'internement dans un hôpital psychiatrique « spécial ». L'ex-général portugais Spinola est expulsé d'Espagne et accueilli à Paris.

DIMANCHE 11. — Le mathématicien Pliouchitch est accueilli à Paris par plusieurs savants et personnalités ; son séjour en France est pris en charge par le Syndicat National des Instituteurs et la Fédération de l'Education Nationale.

LUNDI 12. — Le président Giscard remanie son Conseil des ministres.

Mort de la célèbre romancière anglaise Agatha Christie.

MARDI 13. — Grève du métro et des autobus parisiens.

Comme Gaston Defferre, maire de Marseille, Pierre Mauroy, maire de Lille, rompt avec ses associés centristes et indépendants.

MERCREDI 14. — Les grèves s'étendent en Espagne ; les postiers et les cheminots sont réquisitionnés.

VENDREDI 16. — En Angola, le M.P.L.A. consolide ses succès sur le front nord ; il dispose du matériel livré par l'U.R.S.S. et de l'aide active de volontaires cubains.

SAMEDI 17. — Un article de la « Pravda » de Moscou justifie « la dictature de la classe ouvrière » ; il semble répondre ainsi aux déclarations de Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., abandonnant la formule de « dictature du prolétariat ».

DIMANCHE 18. — La démission du gouvernement libanais de M. Karamé aggrave encore la situation de guerre civile et religieuse.

MARDI 20. — Kissinger, secrétaire d'Etat des U.S.A., arrive à Moscou pour discuter, entre autres, de la limitation des armements stratégiques.

MERCREDI 21. — Premiers vols commerciaux de l'avion supersonique Concorde : Paris-Rio de Janeiro ; Londres-Bahrein.

JEUDI 22. — Un nouvel accord de cessez-le-feu est conclu au Liban avec l'intervention de la Syrie.

La Banque de France consacre quelque 500 millions de dollars à stopper la baisse du franc.

SAMEDI 24. — Ouverture à Paris d'une conférence des partis socialistes de « l'Europe du Sud » ; y sont représentés les partis français, italien, espagnol, portugais, belge.

Signature d'un nouvel accord militaire entre les U.S.A. et l'Espagne.

Le premier ministre français, Jacques Chirac, est en visite officielle en Inde.

LUNDI 26. — Le secrétaire d'Etat Kissinger a signé à Madrid un traité d'amitié et de coopération entre l'Espagne et les U.S.A.

L'Afrique du Sud annonce le retrait de ses forces en Angola.

A Téhéran, neuf condamnés pour « terrorisme », dont une femme, ont été fusillés.

Les partis signataires du Programme commun de la gauche et les représentants des syndicats se sont mis d'accord pour de « nouvelles démarches » pour la libération des emprisonnés dans l'affaire des comités de soldats et pour la suppression de la Cour de Sécurité de l'Etat.

MARDI 27. — Aux frontières du Sahara occidental, les armées marocaine et algérienne s'affrontent.

Israël exprime à Paris son « profond mécontentement » après le vote par la France, au Conseil de Sécurité de l'O.N.U., d'une résolution favorable à un Etat palestinien.

MERCREDI 28. — Le premier ministre canadien, M. Trudeau, est en visite officielle à Cuba.

VENDREDI 30. — Un accord est signé entre les sept pays exportateurs de matières et de technologie nucléaires (dont la France et l'U.R.S.S.) ; en principe, tout pays exportateur consultera les autres avant de conclure un contrat.

SAMEDI 31. — Le président Giscard nie qu'il y ait crise et conflit entre Paris et Alger. Ce n'est pas l'opinion de l'autre partie.

Le président Giscard intervient personnellement pour que la société Lip de Besançon, nouvelle entreprise d'horlogerie née d'un célèbre mouvement ouvrier, bénéficie de l'aide aux entreprises en difficulté.

LA REVOLUTION PROLETARIENNE

C.C.P. 734.99 Paris

21, rue Jean-Robert, 75018 PARIS

Tél. : 607.02.06

Abonnements : 6 mois, 25 F — 1 an, 50 F.

Autres pays : 6 mois, 30 F — 1 an, 60 F

Camarades abonnés, lecteurs et amis de la « R.P. »

Nous vous convoquons à une réunion d'une grande importance pour notre revue, pour son présent et pour son avenir si vous le lui accordez :

ASSEMBLÉE DES ABONNÉS ET LECTEURS DE LA « R.P. »

LE SAMEDI 6 MARS, A 15 HEURES

78, rue de l'Université, salle des Nymphes, Paris-7^e

Rendez-vous libres ce jour-là. L'opinion de chacun et de chacune sera déterminante pour les décisions que nous serons appelés à prendre pour la vie ou la survie de notre revue. Etant donné ce qu'elle a été et ce qu'elle est peut-être encore, l'échange de vues vaut la peine. Nous vous attendons, camarades.